

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO  
FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE  
DEPARTEMENT SOCIOLOGIE

---

FORMATION PROFESSIONNALISANTE EN TRAVAIL SOCIAL ET  
DEVELOPPEMENT  
F.P.T.S.D

MEMOIRE DE LICENCE

**AUTONOMISATION DES FAMILLES EN  
SITUATION VULNERABLE DANS LE CADRE DU  
DEVELOPPEMENT SOCIAL (cas des bénéficiaires  
du centre « Akany Fialofana » Ambalavao Isotry)**

Présenté par : RAZANADRANIVO Yvette Charline

Membre du jury

**Président** : Professeur SOLOFOMIARANA RAPANOEL Bruno Allain

**Juge** : Docteur RANAIVOARISON Francine

**Encadreur** : Docteur ANDRIAMAMPANDRY Todisoa

Date de soutenance : 10 Juin 2011

*Année Universitaire : 2009-2010*



**AUTONOMISATION DES FAMILLES EN  
SITUATION VULNERABLE DANS LE CADRE DU  
DEVELOPPEMENT SOCIAL (cas des bénéficiaires  
du centre « Akany Fialofana » Ambalavao Isotry)**

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué directement à la réalisation de ce document. Nous aimerions qu'elles sachent combien nous avons apprécié leur collaboration. Notre reconnaissance s'adresse tout particulièrement aux personnes suivantes :

- Monsieur **RAZAFINDRALAMBO Martial**, le directeur de la formation FPTSD
- Monsieur **RAVELOSAONA Bernard**, le directeur de la DRSP
- Docteur **ANDRIAMAMPANDRY Todisoa**, l'encadreur pédagogique
- Monsieur **JAOZANANY Francis**, l'encadreur professionnel
- Monsieur **RAKOTOMANANA Raymond**, le surveillant au niveau du centre  
AFAI
- Toutes les personnes avec qui nous nous sommes entretenues
- Et Madame et Messieurs les membres du jury

***Grand merci à tous !***

# **SOMMAIRE**

## **REMERCIEMENTS**

## **INTRODUCTION GENERALE**

### **PARTIE I : GENERALITES**

Chapitre I : Cadre théorique

Chapitre II- Etat des lieux des sans abris

### **PARTIE II : ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS D'ENQUETE**

Chapitre III : Population étudiée

Chapitre IV : Analyse des résultats

Chapitre V: Politique de l'autonomie

### **PARTIE III : APPROCHE PROSPECTIVE**

Chapitre VII : Solutions proposées

Chapitre VIII- Prospective en vue d'améliorer la réalité

## **CONCLUSION GENERALE**

## **BIBLIOGRAPHIE**

## **LISTE DIVERSES**

## **ANNEXES**

## **CURRICULUM VITAE**

## **RESUME**

## INTRODUCTION GENERALE

### 1- Généralités

Du point de vue objectif, la pauvreté se manifeste par l'insatisfaction des cinq besoins essentiels de l'homme qui sont l'éducation, la santé, l'alimentation saine, les effets vestimentaires et le logement. Si l'un d'eux manque, l'épanouissement de chaque individu se déséquilibre qu'il soit adulte, jeune ou enfant. De nos jours, nombre de familles vivent dans des conditions difficiles. Elles disposent peu de ressources pour survivre. Ainsi, des gens s'installent dans la rue et deviennent des sans-abris puisqu'ils n'ont plus le moyen d'assurer le paiement du loyer. Heureusement, ayant pris conscience de cette situation indigne de l'être humain, des centres d'accueils comme celui d' « *AkanyFialofana* » œuvrant pour l'amélioration des conditions de vie des sans logis ont vu le jour.

### 2- Motifs de choix du thème et du terrain

Tout le monde a droit à une vie décente. Malheureusement, beaucoup de familles sont si pauvres qu'elles ne peuvent plus couvrir leur dignité humaine. Malgré leur initiative, elles n'arrivent pas à surmonter leur niveau de vie face à la hausse incessante du coût de la vie. Elles ont besoin d'un appui externe pour y parvenir, ce qui nous amène à cadrer notre étude sur l'autonomisation des familles en situation vulnérable dans le cadre du développement social. Par contre, nous avons pris le centre AkanyFialofanaAmbalavaoIsotry (AFAI) comme terrain d'études pour deux raisons complémentaires. Il offre la possibilité aux bénéficiaires de couvrir la dignité humaine en les hébergeant. Il leur permet aussi d'améliorer leur cadre de vie à travers les actions entreprises par les responsables du centre.

### 3- Objectifs

Comme toute activité, le stage est soumis à des buts précis, à savoir :

- apprécier les motivations des personnes cibles à sortir de cette situation ;
- déterminer la place des femmes face au processus de développement ;
- évaluer les impacts de l'action du centre AFAI sur l'amélioration des revenus des bénéficiaires
- et déterminer les problèmes empêchant les gens de retrouver l'autonomie.

#### **4- Problématique**

Dans quelles conditions ces familles en situation vulnérable retrouvent-elles leur autonomie et arrivent-elles enfin à s'éloigner de cet état d'éternel assisté ? Comment vivent-elles cette situation ?

#### **5- Hypothèses**

Les bénéficiaires du centre AFAI peuvent être de nouveau autonome à condition que :

- ils travaillent, c'est-à-dire qu'ils disposent d'une source de revenu stable et suffisant pour assurer leurs besoins fondamentaux ;
- ils soient avides de changement et s'acharnent pour y arriver.

#### **6- Méthodologie**

##### ***a- Approche individualiste***

Ce sont les individus qui constituent la société. Ces individus vont entrer en relation entre eux et forment un groupe dans lequel existe toujours des ententes et des conflits. Pour mieux comprendre les comportements des gens, il est préférable de procéder notre travail de recherche sur l'individualisme méthodologique car chacun est unique. Chaque individu dispose de propres personnalités qui ne ressemblent à aucune autre. Et contrairement à l'holisme, cette approche permet plus facilement de faire des analyses sur un groupe donné, et ce, à travers plusieurs techniques.

##### ***b- Technique d'échantillonnage***

L'utilisation de cette technique nous est indispensable pour définir la population étudiée. L'échantillon représentatif conduit parfois à l'exhaustivité. Nous avons choisi la méthode aléatoire pour assurer cette représentative. De toute façon, le centre AFAI dispose d'une capacité d'accueil très limitée et ses bénéficiaires ont la même catégorie sociale. Nous avons donc tiré au hasard un échantillon composé de quarante personnes dont trente six femmes et quatre hommes.

### ***c- Technique de documentation***

Il s'agit d'une technique à laquelle un chercheur doit avoir recours pour orienter son travail de recherche. Elle consiste à collecter des informations théoriques sur le thème choisi. Non seulement cette technique nous aide à approfondir nos connaissances mais elle s'avère très utile pour l'accomplissement de ce document. Car au cours de notre rédaction, il nous faut des théories des auteurs pour cadrer notre étude.

### ***d- Techniques vivantes***

En plus de la technique documentaire, nous avons aussi utilisé ce que l'on appelle communément en science sociale « les techniques vivantes ». Elles ont pour objet de recueillir les informations nécessaires à la réalisation de ce document auprès des personnes cibles de notre étude. Les entretiens et l'observation simple constituent l'ensemble de cette technique. La première est utilisée pour obtenir des renseignements en relation avec les objectifs précités. La seconde consiste à observer la relation entre les bénéficiaires du centre AFAI qui sont notre population cible.

## **7- Limite de la recherche**

En général, les enquêtes se sont bien déroulées même si nous avons rencontré certaines difficultés concernant le recueil des informations. Pour des raisons psychologiques, les gens déforment la réalité. Ils ne disent pas la vérité à cause de la honte. Il a fallu que nous décelions le vrai et le faux à propos de ce qu'ils nous racontent sur leur vie en comparant leur dire à celle de leur dossier respectif et en discutant avec leurs enfants.

Ce document est le fruit de l'accomplissement du stage. Il comporte trois parties bien distinctes. Nous aborderons en premier lieu les généralités du thème choisi contenant le cadre théorique de l'autonomisation et l'état des lieux des sans-abris. En deuxième lieu, nous allons essayer d'analyser les informations obtenues et tout ce que nous avons pu observer sur terrain. Et enfin, en dernier lieu, nous passerons à l'approche prospective qui relate toutes les suggestions avancées pour résoudre les problèmes des échantillons et aussi pour améliorer la réalité.



# **PARTIE I: GENERALITES**

Des crises qui ont affecté l'économie de Madagascar depuis les années 70 jusqu'à nos jours ont considérablement aggravé le problème de la pauvreté d'une couche de la population malagasy. De ce fait, nous assistons à une baisse généralisée du pouvoir d'achat dans les villes d'Antananarivo. Nous esquisserons dans cette présente partie tout ce qui concerne notre thème de recherche. Premièrement, nous évoquerons les théories de certains auteurs au sujet de l'autonomisation : ce qu'ils en pensent. Quelle démarche faut-il adopter pour aller vers l'autonomie ? Quelles sont les avantages et les inconvénients de l'autonomisation ? Nous parlerons également des diverses approches de la pauvreté. Deuxièmement, nous esquisserons brièvement l'état des lieux des sans-abris en deux sections : l'aperçu historique des sans-abris puis de son évolution et la présentation globale du terrain d'études.

## **CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE**

Dans le présent chapitre, nous allons aborder l'étude de l'autonomisation à partir des théories de certains auteurs. Des théoriciens pensent que cette action mène au développement tandis que d'autres ont une vision pessimiste. Ensuite, nous passerons rapidement aux différentes approches de la pauvreté. Notre but est de comprendre au mieux que possible les aspects originels de cette situation.

### **Section 1 : Autonomisation et développement social**

L'autonomie signifie l'indépendance ou encore la liberté de gérer soi-même sa vie. C'est donc la capacité de subvenir seul à ses subsistances. Chacun, en effet, devrait jouir du droit de contrôler sa propre existence. Mais ce droit n'a de sens que s'il s'accompagne de la capacité d'exercer ce contrôle. Autrement dit, toute personne incapable d'assurer ses besoins existentiels vit dans la pauvreté. C'est en dépit de cette situation que découle le développement social. Il se définit comme le processus qui vise en permanence l'équilibre, dans un milieu donné entre le besoin et la ressource afin de permettre à chaque individu de vivre longtemps en bonne santé dans de bonnes conditions et surtout d'avoir accès aux ressources pour jouir d'un niveau de vie convenable<sup>12</sup>. Cependant, l'action menant à l'autonomie rime-t-elle avec ce développement ? Allons voir ce qu'en pensent quelques théoriciens.

---

<sup>12</sup> Cours de Madame Sahondra ROBINSON, Genre, enfance et pauvreté, en 3<sup>e</sup> année

## 1- De l'assistance au développement

De nos jours, les écarts entre les riches et pauvres ne cessent de s'accroître. De petits groupes de gens s'enrichissent tandis que les malchanceux, eux, se paupérisent progressivement. Dans le souci de réduire cette inégalité des chances, une stratégie a été mise en œuvre : porter secours à toute personne ayant besoin d'assistance. L'objectif est simple, permettre aux gens défavorisés de prendre en main leur destin afin qu'ils aient un niveau de vie convenable mais aussi et surtout pour recouvrer leur autonomie. Pour cela, la stratégie consiste donc à les aider à se passer progressivement de l'aide<sup>13</sup>. Ce qui traduit que l'assistance ne dure pas très longtemps. Elle devrait être temporaire ou mieux de courte durée. Car plus on reçoit de l'aide, plus on s'y attache. Pour éviter toute dépendance, il faut pousser les gens à découvrir la voie pour le développement.

Il est clair que l'assistance contribue à atténuer les souffrances des pitoyables victimes de la pauvreté mais malheureusement elle ne garantit pas un tel changement des conditions de vie. Le développement n'arrive pas par enchantement. Il exige beaucoup de temps et du travail. D'après David COYLE, les nécessiteux doivent participer directement aux processus d'amélioration de vie dont ils sont avides. Leur contribution va confirmer avec une grande certitude l'attention qu'ils portent à leur désir de changement. De toute façon, l'aide extérieure n'apporte pas de salut à ceux qui ne s'aident pas eux-mêmes<sup>14</sup>. Des théoriciens soutiennent cette idée de participation. Pour eux, l'insertion des pauvres au travail s'avère très importante et aussi indispensable en guise de contribution venant de leur part. Non seulement le travail permet de gagner sa vie mais également il favorise toutes les chances de se fier à soi-même. Le travail aide les personnes en grande difficulté à se reconstruire en retrouvant dignité et confiance en soi<sup>15</sup>. A force de travailler, les gens se sentent, ainsi, de moins en moins exclus de la société et finissent par reprendre le dessus.

---

<sup>13</sup> AKAMASOA 1989-2006, 17 années de combat contre l'exclusion, P.29

<sup>14</sup> COYLE, La voie du développement, P. 157

<sup>15</sup> SEINGIER et CHOTEAU, Secondes chances, P.114

## 2- Dépendance et stagnation

Parfois, tout va de travers. Rien ne marche pas comme il a été convenu. Une action accomplie peut conduire à des résultats hors de notre attente. En fait, l'autonomisation signifiant le fait de devenir autonome peut entraîner un nouveau cas lequel manifeste un autre aspect de la pauvreté. C'est la grande dépendance vis-à-vis de l'aide<sup>16</sup>. Au lieu de se redresser pour la liberté de contrôler sa propre existence, beaucoup de gens s'attachent aux aides dont ils ont bénéficié. Cela implique évidemment que leur situation persiste. L'accrochage à cet état d'éternel assisté reflète l'idée de l'adaptation à une nouvelle vie. Alors, la lutte pour la garde de cette position révèle le grand désir au changement attendu par les défavorisés. Rien n'empêche d'imaginer qu'à ce rythme et à cette manière de penser, personne ne parviendra à recouvrer l'autonomie.

Tout le monde veut sortir les gens de la rue. Mais ces derniers veulent-ils vraiment changer de vie ? Dans le cas où ils ne sollicitent pas le changement, il est fort probable que toute politique de l'autonomie n'aboutit jamais à une réussite. En considérant cette situation comme son propre destin, l'intérêt de se battre pour une vie plus convenable est exclus. Par manque de confiance en soi et à celui de son avenir, une nouvelle attitude a été adoptée. C'est le « *laisser aller* ». Puisqu'ils ne croient plus à s'échapper de leur situation, c'est plus difficile de les aider à relever leur dignité humaine. D'ailleurs, retrouver quelqu'un à la rue même si l'on a sorti un certain temps<sup>17</sup> s'avère très courant. Aucune progression n'est perçue malgré les aides offertes. Car une fois que l'assistance prend fin, chacun retourne à son ancienne vie et reprend ses vieilles habitudes.

### Section 2 : Les différentes approches de la pauvreté

Chaque mot est susceptible de disposer plusieurs significations. C'est le cas pour la « *pauvreté* ». Beaucoup de gens, auteurs ou non, définissent ce terme différemment. Il n'y a jamais eu de mot exact qui est socialement admis pour le définir. C'est pourquoi avant d'évoquer les différentes approches de la pauvreté, nous allons d'abord définir quelques concepts.

---

<sup>16</sup> ABRAMS, Le logement, P.18

<sup>17</sup> PROLONGEAU, Exclus, P. 14

## 1- Définitions

L'emploi du mot « *pauvreté* » révèle des variations de sens considérables. Il importe de bien la distinguer de toutes les autres avec lesquelles elle est confondue. Nous avons donc des termes qui signifient généralement « *pauvreté* » mais avec des nuances :

### **a- Pauvreté**

Selon les Nations-Unis et le PNUD, c'est l'absence de choix et d'opportunités, une violation de la dignité humaine, cela signifie un manque de capacité de base pour participer effectivement dans la société. C'est ne pas avoir assez pour nourrir et habiller sa famille, ne pas avoir d'école ou de centre de soins, ne pas avoir de parcelle de terrain à cultiver ou pour y faire un travail permettant de gagner sa vie, ne pas avoir accès aux crédits. C'est encore l'insécurité, l'impuissance et l'exclusion des individus, des ménages ou des groupes. Mais c'est aussi la prédisposition à la violence, ce qui implique souvent de vivre dans un environnement fragile ou marginal, avec aucun accès à de l'eau propre ou à des installations sanitaires. En tout, elle signifie l'état d'une personne privée du nécessaire pour s'épanouir dans la vie.

### **b-La vulnérabilité**

Elle mesure l'impact des dangers de tout genre sur la population. Elle prend en compte également la vie future des vulnérables. Ce concept n'exclut pas la notion de risque. Les risques sont des dangers, inconvénients plus ou moins probables auxquels la population est exposée<sup>18</sup>.

### **c-Seuil de pauvreté**

Niveau de revenu au-dessous duquel il est impossible d'obtenir une alimentation adoptée du point de vue nutritionnel et de satisfaire le besoin de base non-alimentaire.<sup>19</sup> Un individu vit en dessous du seuil de la pauvreté lorsqu'il gagne moins d'un dollar américain par jour.

---

<sup>18</sup> Madame RAMANDIMBIARISON Noéline

<sup>19</sup> Rapport national sur le développement : « Genre, développement humaine et pauvreté », Madagascar 2003

### **d- Sans-abris**

Ce sont des personnes qui n'ont pas de logement, des personnes ou familles incapables de louer une chambre et qui se trouvent dans la rue la nuit comme le jour. Sans domicile, elles dorment dans la rue. Les sans-abris, dépourvus des ressources pour survivre, n'ont ni résidence fixe, ni foyer normal, donc pas de vie stable. Certains d'entre-eux acceptent même le trottoir comme leur vraie demeure.

### **e- Exclusion sociale**

C'est la relégation ou marginalisation sociale de personnes ne correspondant pas ou plus au modèle dominant de la société. Elle n'est généralement ni véritablement, ni socialement admise mais constitue un processus plus ou moins brutal de rupture parfois progressive des liens sociaux<sup>20</sup>. Prenons le cas des chômeurs de longue durée. Beaucoup d'entre eux se sentent socialement exclus puisqu'avec la perte du travail, ils perdent en même temps tout lien avec sa famille et ses proches. Ils forment alors un sous-groupe dont l'effectif augmente au fur et à mesure avec le temps. Ne disposant plus d'aucune source de revenu, l'individu exclu s'interdit de rêver et perd dès lors la capacité d'être acteur de sa propre existence.

## **2- Différentes approches de la pauvreté**

Beaucoup d'approches expliquent l'origine de la pauvreté. Elles peuvent être d'ordres structurels, fonctionnels ou autres.

### **a- Approche structuraliste**

Dans le monde d'aujourd'hui, personne ne porte aucun intérêt sur la vie en société en général. La hausse progressive du pouvoir d'achat incite les gens à se concentrer sur l'amélioration des conditions de vie. Les gens essaient de subvenir à leur subsistance, chacun de son côté. Dépassés par le temps et les événements, ils ne s'entraident plus comme à l'époque de nos ancêtres. Chacun se bat pour sa survie en reflétant l'idée : « *chacun pour soi et Dieu pour tous* ». En conséquence, les relations entre individus, groupes se dégradent alors que tout ce qui se passe dans toute société est en étroite dépendance. Les classes sociales se distinguent aussi par rapport à la place de la production

---

<sup>20</sup> Encyclopédie en ligne

et aux relations issues du travail et les valeurs qui en découlent. L'origine de la pauvreté du point de vue structurel repose sur l'organisation sociale.

### **b- Approche fonctionnaliste**

La société est conçue comme une totalité fonctionnelle, un système en équilibre dans lequel tous les éléments remplissent leur fonction conformément à leur statut. Donc, si un élément quelconque manque à sa fonction, c'est la totalité qui est en déséquilibre. L'Etat a pour fonction d'assurer l'épanouissement de la population en leur permettant de travailler. Depuis plus d'une trentaine d'années, nous faisons face aux problèmes d'accès à l'emploi. Il paraît que le taux de personnes en quête de travail dépasse largement la capacité d'accueil ou le nombre de places à offrir. Et malgré la venue de l'industrialisation, bon nombre de gens restent au chômage, se paupérisent progressivement. Il se peut que la population elle-même apparaisse comme responsable de ce dysfonctionnement. En prenant conscience de la difficulté d'accès à un emploi, elle insiste et met la pression sur les dirigeants au lieu de prendre les choses en main en créant sa propre industrie.

### **c- Approche libérale**

Non seulement la paresse engendre la pauvreté mais elle constitue un véritable blocage pour le développement. La pauvreté n'est donc pas le fruit d'un hasard, mais une triste réalité qui à ses causes. Elle peut être vaincue du fait que ce n'est qu'une fatalité. Par manque de volonté et d'initiative à prendre en main son destin, il n'est pas étonnant que des gens perdent les moyens du contrôle de leur vie. Les paresseux représentent ceux qui sont victimes de leur propre vice. Ils s'interdisent de rêver, de travailler et attendent tout simplement qu'on leur vienne en aide. Ils profitent même de la crise politique actuelle pour expliquer la cause de leur situation. Ils considèrent avec conviction qu'à défaut de choix, ils vivent dans la pauvreté. Or tout le monde a droit de choisir soit de se battre pour une vie convenable soit de baisser les bras et d'en subir les conséquences.

## **CHAPITRE II : ETAT DES LIEUX DES SANS- ABRIS**

Dans le présent chapitre, nous esquisserons brièvement l'aperçu historique des sans-abris : la conception des villes par les jeunes vivants dans la campagne, les raisons qui les incitent à migrer, les conséquences de la migration et son évolution. D'un autre coté, nous passerons rapidement à la présentation globale du terrain d'étude. Quel genre de personnes le centre considère t-il comme cible ? Quelles actions met-il en œuvre pour la réinsertion sociale et professionnelle de ses bénéficiaires ?

### **Section 1 : Aperçu historique des sans-abris**

Depuis plus d'une vingtaine d'années, les ruraux semblent vieillir. Les plus âgés restent à la campagne tandis que les jeunes migrent. En fait, beaucoup de jeunes quittent leur région natale de façon très volontaire, pour la plupart, et préfèrent tenter leur chance dans les zones urbaines.

#### **1- Motifs du départ**

Plusieurs raisons poussent les gens à quitter la campagne. Du point de vue économique, la ville se présente comme un lieu d'attraction où l'on espère s'enrichir rapidement surtout pour les jeunes gens en quête des conditions de vie meilleure. Ils désirent améliorer leur statut social non seulement en s'enrichissant mais aussi en acquérant les modes de vie attachés au milieu urbain. Les paysans ressentent également la nécessité d'aider financièrement leur famille.

Parfois, ils sont dans l'obligation d'accompagner un parent ou des membres de la famille. Des gens viennent s'installer dans les zones urbaines pour cause matrimoniale: c'est le cas des jeunes qui accompagnent leur conjoint. Il existe aussi un important chômage dans les zones rurales où les possibilités de se débrouiller sont minimes. Alors, le développement du secteur informel ainsi que la forte possibilité d'emploi en milieu urbain à la suite de l'industrialisation attirent les ruraux.

La surpopulation des campagnes où l'insécurité et la pauvreté qui y règnent constitue un facteur de déplacement. Les jeunes désirent s'échapper de la société rurale avec ses limites et ses contraintes. Il conçoit la ville comme un lieu privilégié des équipements commerciaux, d'accès à la société de consommation et d'accès aux produits occidentaux souvent inconnus dans les campagnes.

## 2- La migration et ses conséquences

Etant défini comme le phénomène de déplacement des personnes d'un pays à un autre ou d'une région à une autre, la migration devient alors une stratégie de « survie » pour des populations menacées par une paupérisation progressive<sup>21</sup>. Les gens fuient leur région d'origine et s'installent dans la ville d'Antananarivo en espérant d'y vivre convenablement. Certains prennent même le risque de vendre tous leurs biens.

Normalement, les migrants devraient vivre convenablement à condition qu'ils s'adaptent aux modes de vie urbains. Mais pour les cas suivants, leur situation ne peut que s'envenimer :

- Les sujets migratoires sont en quête de travail pour assurer leur besoin quotidien. Faute de qualifications professionnelles, la majorité d'entre-eux s'avère être exclus du monde de travail et manque de ressources pour survivre. Privés de toute incitation à des activités économiques, exposés à la faim et minés par l'insécurité du lendemain, les pauvres chômeurs de longue durée ont tendance à se grouper dans les seuls quartiers où ils sont admis et ont implanté les taudis et les bidonvilles.

- Les villes à travers le monde attirent les gens de campagnes. Ils se trouvent alors confrontés à une situation où leurs repères traditionnels ne leur servent plus à assurer leur survie dont la recherche d'abri, d'eau ou de nourriture. Les plus habiles s'en sortent s'ils parviennent à s'intégrer. Mais cette situation est dramatique pour les isolés et les enfants. Les liens familiaux traditionnels ont disparu. Le filet de sécurité ancestrale n'existe plus. C'est parmi ces migrants que se manifestent les phénomènes de la grande exclusion, entraînant prostitution, travail des enfants, comportements agressifs ou délictuels. Du même coup, ces défavorisés sont perçus, pour beaucoup comme une menace aggravant leur exclusion.

- La majorité des jeunes gens, surtout les femmes, s'installant en ville n'ont pas fréquenté l'école. Ils donnent naissance à beaucoup d'enfants qui deviennent de lourde charge pour eux. Cette charge démographique croissante entraîne le déséquilibre entre le revenu et les ressources. De ce fait, ils se privent progressivement de leur subsistance. Leur niveau de vie se dégrade en engendrant des problèmes sociaux et économiques du ménage.

---

<sup>21</sup> GUILMOTO et SANDROM, Migration et développement, P.24

Les problèmes s'empirent jusqu'à éclater le noyau familial. Il y a donc séparation, divorce. Ainsi, la situation exige que les familles retirent leurs enfants des études pour alléger leur charge.

### **3- Evolution**

La situation de sans-abris découle des problèmes irrésolus cités ci-dessus. Elle commence par la dégradation du niveau de vie. Le non satisfaction des besoins essentiels se manifeste. Ne correspondant plus aux modèles dominant de la société, beaucoup de familles se sentent exclus. Elles s'isolent dans les endroits où se groupent des gens vivant dans la même situation. Ainsi, le nombre des gens à la rue augmente. Certains dorment dans la rue, sur le trottoir, aux marchés de la capitale et auprès des bacs à ordures. D'autres plongent au squat. Il y en a ceux qui accaparent un espace pour faire place à des taudis. Vu leur état de survie, ils ne se préoccupent plus de la dignité humaine.

L'existence de cette condition de vie inhumaine incite les autorités et divers organismes privés et organisation non gouvernementale à adopter des actions pour la lutte contre la pauvreté. L'intervention consiste principalement à aider les gens afin qu'ils puissent relever leur dignité. Parmi ceux qui œuvrent pour lutter la même cause, le centre AFAI en fait partie intégrante.

#### **Section 2 : Présentation du terrain d'étude**

Le centre AFAI est un lieu d'accueil pour les sans-abris et les personnes exclus de la société. C'est un centre d'hébergement de nuit sous tutelle de la Ministère de la Population sis au fokontany d'Ambalavao Isotry, commune Urbaine d'Antananarivo (CUA).

Fondé en 2007, il a pour objectif principal d'améliorer les conditions de vie de ses bénéficiaires. Il offre une seconde chance à tous ceux qui sont victimes de la pauvreté en essayant de les réintroduire au niveau de la société. Pour y parvenir, il effectue diverses activités et collabore avec des organismes œuvrant pour des causes humanitaires.

### **1- Les personnes cibles du centre et leur adhésion**

Le centre s'ouvre en priorité aux familles très défavorisées dormant dans la rue et aux marchés de la capitale de Madagascar. Il accueille également les personnes qui nécessitent de l'hébergement parce qu'elles n'ont plus de refuge ni d'endroit où aller pour dormir. Aucune distinction ne porte atteinte sur la gravité de l'état ou condition de vie des gens. Le centre prend comme cible tous ceux qui réclament de l'aide qu'ils soient capables ou non de s'en sortir. L'adhésion des bénéficiaires est soumise à un principe de volontariat. Les responsables du centre effectuent la mobilisation auprès des nécessiteux et les persuadent de s'y adhérer. Ils ne forcent personne. Les gens décident d'accéder à l'hébergement selon leur gré et peuvent partir s'ils en ont envie. Il y a bien évidemment des règles à respecter mais ce sont eux qui en décident.

### **2- Les activités du centre**

- Mobilisation des personnes correspondant à leur cible pour qu'elles s'adhèrent au centre ;
- Insertion de ses bénéficiaires aux activités économiques à l'aide des ventes de petite marchandise comme les sachets, les savons ou les différentes sortes de jus qu'il leur fournit ;
- Financement pour ceux qui souhaitent renforcer leur fonds en vue de réaliser d'autres projets de vente. Ici, l'argent fourni est à titre de prêt ;
- Distribution de dons à tous les bénéficiaires à l'occasion de la fête nationale et de fin d'année ;
- Et le centre subventionne également le rapatriement de certains qui veulent retourner dans leur lieu d'origine.

### **3- Les partenaires du centre**

- FKT Ambalavao Isotry inscrit les bénéficiaires dans son registre et les reconnaît en tant que membres de sa communauté. Il leur facilite l'accès à des papiers administratifs ;
- Foyer de vie Andrainarivo : sa collaboration avec le centre repose sur l'accueil des personnes âgées sans familles et la prise en charge de ces derniers ;

- Groupe de développement, association AVOTRA qui mobilise les gens pour la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et aussi contre le travail des enfants ;
- Les sœurs missionnaires « *Teresa de la Calcuta* » qui contribuent à la réinsertion professionnelle des familles vulnérables à l'aide des formations en artisanat, offrent une aide sanitaire aux nécessiteux et effectuent des dons ;
- ASA reçoit des couples ayant des enfants venant du centre et essaye de les réinsérer socialement en leur donnant une maison ainsi qu'un lopin de terre à cultiver.

L'action de l'autonomie peut engendrer soit le développement social soit la dépendance aux aides offertes. Il appartient aux familles concernées de faire le maximum si elles veulent être de nouveau autonomes. Autrement dit, le fait d'aboutir ou non à recouvrer l'autonomie dépend entièrement de ces familles. S'il en est ainsi concernant les généralités sur l'autonomisation, passons maintenant à l'analyse et l'interprétation des résultats d'enquête.



**PARTIE II: ANALYSE ET  
INTERPRETATION DES RESULTATS  
D'ENQUETE**

Selon la déclaration universelle des droits de l'homme, toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires. Pourtant, il arrive que ce droit ne soit pas respecté suite à des circonstances indépendantes de sa volonté. Actuellement, nombreux gens vivent dans l'incapacité de subvenir à leurs subsistances vitales et sont obligés, en conséquence, de vivre dans des conditions inhumaines. Pour mieux comprendre cette situation, nous allons faire l'étude de la population concernée et analyser les résultats obtenus. Nous aborderons également dans la présente partie la politique de l'autonomie.

### **CHAPITRE III: Population étudiée**

Les bénéficiaires du centre AFAI représentent les personnes objet de notre étude. Ils proviennent généralement des lieux différents. De surcroit, chacun d'eux a ses propres raisons concernant leur installation dans les zones urbaines d'Antananarivo. Pour en savoir davantage sur l'état dans lequel vivent ces familles vulnérables, il y a lieu de mettre l'accent sur la constitution de leur famille. Nous évoquerons aussi les activités économiques qu'elles exercent et celles qu'elles souhaitent.

#### **Section 1 : Origine de la population**

##### **1- Lieu d'origine**

La fin du second millénaire a été marquée par le déplacement massif des jeunes ruraux vers les villes d'Antananarivo. Ce phénomène de déplacement inclut les familles avec qui nous sommes entretenues. En fait, chaque famille a son lieu d'origine, un lieu où ont vécu ses ancêtres et lequel elle y a grandi.

**Tableau n° 01 : Répartition des familles selon leur origine**

<b>ORIGINE</b>	<b>FAMILLE</b>	<b>POURCENTAGE (%)</b>
Ambositra	07	17,5
Antsirabe	09	22,5
Ambatondrazaka	05	12,5
Fianarantsoa	05	12,5
Ihosy	01	02,5
Maintirano	01	02,5
Antananarivo et ses environs	12	30
<b>TOTAL</b>	<b>40</b>	<b>100</b>

Source : Enquête personnelle, Janvier 2011

30% des familles proviennent d'Antananarivo et de ses environs. Plus précisément, elles ont pour origine la région Analamanga, ce qui implique que la totalité des familles restant viennent d'autres régions. Le tableau ci-dessus montre également que la migration vers les zones urbaines d'Antananarivo ne touche aucunement la partie Nord de Madagascar. Elle se concentre plutôt sur la partie centrale et la partie Sud Est de l'Ile. Car plus de la moitié des enquêtés, soit 52,5% des familles, proviennent d'Antsirabe, d'Ambositra et de Fianarantsoa. Autres remarques, presque le quart de la population étudiée viennent d'Antsirabe qui est un lieu proche de la capitale. Tous ces gens n'ont pas hésité à quitter leur région natale et décident de s'installer en ville. Ils préfèrent migrer au lieu de rester chez eux. Quelles sont les raisons qui les poussent à choisir la commune urbaine d'Antananarivo (CUA) comme lieu d'accueil ?

## **2- Motifs du déplacement**

Beaucoup de gens considèrent la ville comme un lieu privilégié où chacun peut y vivre convenablement. En plus du fait qu'elle offre une grande possibilité de trouver un emploi rapidement, elle contribue au bien être de chacun grâce à l'existence de divers centres médicaux y implantés. D'un autre côté, les paysans n'arrivent plus à assurer leur autosubsistance et cherchent les moyens de s'échapper de cette réalité. De même que l'insécurité en milieu rural ne leur facilite pas la tâche. Alors ils mettent tout leur espoir

d'une nouvelle vie sur la ville. Le tableau ci-dessus nous éclairera sur les motifs les poussant à migrer.

**Tableau n° 02 : Répartition des enquêtés selon leur motif de déplacement**

MOTIF	ENQUETE	POURCENTAGE(%)
Emploi	25	62,5
Mariage	08	20
Problème familial	04	10
Autres	03	07,5
TOTAL	40	100

Source : Enquête personnelle, Janvier 2011

Visiblement, la majorité de la population étudiée sont venues à Antananarivo pour cause d'emploi. Parmi les 40 enquêtés, 25 soit 62,5% de la population sont en quête d'emploi. Elles se lancent dans la migration vers les zones urbaines en espérant d'y trouver une activité économique durable. Pour certain, le déplacement relève d'une décision liée au mariage et au problème familial. Malgré tous les problèmes auxquels elles sont confrontées quotidiennement dans le monde rural, elles désirent vivement changer leur destin. Désormais à la conquête d'une nouvelle vie, il leur suffit d'un signe, juste un problème ou un conflit, qu'elles gardent comme excuse afin de saisir l'opportunité de partir définitivement. Cela justifie que 30% des enquêtés ont pour motif de se déplacer par le mariage et les problèmes avec leur famille respective. La contrainte fait partie des raisons auxquelles poussent les gens à se déplacer. Elle concerne notamment la nécessité d'aider sa famille.

#### ***a- Emploi***

Suite à l'implantation des entreprises franches dans la capitale, vers la fin du 20<sup>e</sup> siècle, l'accès au marché du travail salarié est devenu facile. Aucun diplôme n'est requis. Toute personne majeure, homme ou femme, en âge de travailler, ayant effectué des études ou n'ayant jamais été scolarisé, bénéficie de la même offre d'emploi et est engagé au même titre en tant qu'ouvrier. Du coup, beaucoup des ruraux, surtout les jeunes à la

recherche d'une condition de vie meilleure, se sont précipités d'abandonner leur lieu d'origine et se sont transférés en ville pour saisir cette grande occasion.

### ***b-Problème familial***

Pour des raisons conflictuelles, il y a des gens qui quittent les membres de sa famille et tentent de reconstruire une nouvelle vie ailleurs. Ils débarquent alors en ville où toutes possibilités de parvenir à son objectif sont favorables.

### ***c-Mariage***

Ce cas concerne uniquement les femmes. La plupart des paysannes souhaitent mener une vie tranquille loin du monde agricole. Le seul moyen de combler ce désir, à part le fait de travailler en ville en vue d'aider financièrement la famille, c'est le mariage. Elles songent à cette option car l'union peut garantir son déplacement. Ainsi, elles ont tendance à se marier avec des hommes hors du village et une fois mariée, elles accompagnent leur conjoint.

### ***d- Autres raisons***

L'épanouissement de chacun repose sur le fait qu'il soit en bonne santé physiquement et intellectuellement. Faute de grave maladie, certaines familles vendent tous leurs biens et fréquentent les hôpitaux situés en ville en espérant d'y recevoir les soins adaptés à leur besoin. Cette vente constitue un grand risque sur la condition de vie de ces familles. Bien qu'en pensant du bien pour le rétablissement de la santé de l'un de ses proches, elles ont négligé la conséquence que cela entraîne sur leur vie. Car l'installation définitive en zone urbaine résulte de cette action de vendre.

## **Section 2 : Constitution de la famille**

Nous consacrerons la présente section sur la constitution de la famille. Elle va nous renseigner sur la condition de vie des familles vulnérables en abordant leur situation matrimoniale. En second lieu, nous esquisserons brièvement leur forme d'union.

## 1- Situation matrimoniale

En principe, la gamme des données qui nous intéressent pour bien mener notre travail de recherche est illimité. Il y a par exemple ce que les gens pensent, ce qu'ils font, qui ils fréquentent, y compris leur situation matrimoniale. Cette dernière tient un rôle important pour l'étude d'une population donnée. C'est une situation qui mérite d'être évoquée car elle donne un aperçu global sur l'état dans lequel vivent les familles vulnérables. Elle permet de déterminer le statut de tout un chacun auprès de sa famille respective.

**Tableau n° 03** : Répartition des enquêtés selon leur situation matrimoniale

SITUATION	ENQUETE	POURCENTAGE (%)
Célibataire	02	05
Couple	02	05
Séparé(e)	30	75
Veuve(f)	06	15
TOTAL	40	100

Source : Enquête personnelle, Janvier 2011

Bon nombre de personnes enquêtées vivent dans la séparation de corps. En effet, 75% d'entre-elles, soit le trois quart de la population étudiée, ont cessé de vivre avec leur conjoint. Elles exercent littéralement le droit pour les époux de ne plus vivre en commun, qu'elles soient mariées légitimement ou unies librement. Certains ont été obligés de se séparer avec leur partenaire pour le restant de la vie suite au décès de ce dernier. Elles sont veuves et prises au piège dans une situation où nul ne désire traverser. Car elles sont obligées de se débrouiller seules pour nourrir ses progénitures. Nous constatons également que cette situation de pauvreté touche rarement les célibataires et les couples. Sans doute parce que les célibataires, homme ou femme, n'ont pas tellement de charge à tenir et que les couples, eux, sont toujours contraints de tout faire pour subvenir à leur subsistance vitale. Le tableau ci-dessus nous révèle donc que 05% seulement des personnes interrogées représentent les non mariés privés de la chance et du pouvoir de couvrir leur dignité humaine. Le même résultat s'affiche pour les couples. Et si nous prenons en compte que les personnes séparées se battent seules pour la survie comme les célibataires et les veuves,

la totalité des gens en grande difficulté remonte au nombre de 38 soit 95% de la population étudiée.

## 2- Formes d'union

La situation matrimoniale évoquée ci-dessus nous incite à aborder la forme d'union pour mieux expliquer ce taux important de séparation. Généralement, l'union se présente sous deux formes. L'union libre connue aussi par le terme « concubinage » reflète que les deux époux vivent ensemble avec ou non le consentement des familles respectives. L'union légitime concerne le mariage civil qui est conforme à la loi. Seule, cette dernière est reconnue par la loi.

**Tableau n° 04** : Répartition des enquêtés selon leur forme d'union

UNION	Enquêté	Pourcentage %
Libre	33	82,5
Légitime	05	12,5
Pas encore marié	02	5
<b>TOTAL</b>	<b>40</b>	<b>100</b>

Source : Enquête personnelle, janvier 2011

Si depuis quelques années, le nombre de la demande de divorce ne cesse de s'accroître, le taux de séparation s'avère très considérable. La baisse du pouvoir d'achat engendre des problèmes de ménages. Car plus la vie devient dure plus les unions se brisent. Cela touche notamment les défavorisés surtout ceux qui vivent en concubinage. D'ailleurs, nos enquêtes révèlent que la quasi-totalité de la population étudiée ont choisi l'union libre. Sans tenir compte des deux célibataires, 33 enquêtées parmi les 38 ont déjà vécu librement avec leur partenaire et le reste s'est bien évidemment marié de façon légitime. La forme d'union libre ne garantissant pas la durabilité de la vie d'un couple, la rupture peut être inattendue et involontaire. D'après les enquêtés, l'abandon représente l'une des causes principales de cette séparation, et bon nombre de personnes séparées en sont victimes. Dans la majorité des cas, des hommes quittent leur conjointe dans des conditions extrême et le lâchage s'effectue brutalement. Faute d'engagement, l'abandon survient au moment de grossesse. Cette situation arrive souvent aux ménages concubins.

### **Section 3 : Activités économiques**

Le travail constitue une condition « sine qua non » de longévité. C'est l'unique moyen que l'homme dispose pour assurer ses besoins existentiels. Il tient une place très importante dans l'existence humaine. Non seulement, il permet aux gens de recouvrir leur dignité humaine mais également il ouvre la voie vers l'autonomie. Nous esquisserons brièvement dans la présente section les branches d'activités des gens et celles qu'ils souhaitent exercer.

#### **1- Branches d'activités**

Le plus grand souci des gens en difficulté, c'est d'avoir une source de revenu pour leur survie même si les activités qu'ils pratiquent ne leur apportent pas assez. La majorité de ces gens manquent de qualifications professionnelles. Ils tentent alors de subsister à travers des activités informelles. Voici les principales activités économiques des bénéficiaires du centre AFAl.

##### ***a- Commerce***

Au cours de la crise politique actuelle, bon nombre de gens ont perdu leur emploi et ceux qui sont encore à la recherche n'en trouvent pas. Cette situation concerne aussi les familles défavorisées. Dépourvues de ressources financières, elles ont recours à des activités qu'elles estiment leur rapportant de l'argent aussi vite que possible. Elles se lancent alors dans le petit commerce. Il y en a qui vend des sachets, des fruits, des jus, etc. C'est le bénéfice obtenu après la vente qui constitue le revenu de ces commerçants.

##### ***b- Docker***

Chaque individu est prêt à faire n'importe quoi pour survivre. Des gens choisissent le docker comme activité économique qu'ils soient homme ou femme. Il faut noter que docker et porteur ont la même signification. Ce sont des métiers qui consistent à porter des bagages lourds ou suffisamment lourds pour engager quelqu'un de le faire. Ce genre d'activité fait partie des activités économiques de notre population étudiée. Car les porteurs ou porteuses reçoivent de l'argent en contrepartie de leur service.

A part ceux qui sont susmentionnés, il y a aussi la lessive, le travail domestique et la mendicité. Nous avons classé cette dernière comme emploi parce que des gens subsistent aux dépens de la charité. Ils exploitent leur situation et en tirent profit auprès des personnes sensibles. Ils vivent uniquement à partir des dons dont ils bénéficient. Le tableau suivant va nous confirmer les branches d'activités économiques auxquelles sont orientées les familles vulnérables.

**Tableau n° 05** : Répartition des enquêtés selon leur branche d'activités

ACTIVITE	ENQUETE	POURCENTAGE (%)
Commerce	23	57,5
Docker	05	12,5
Lessive	03	07,5
Mendicité	06	15
Travail domestique	01	02,5
Inconnue	02	05
TOTAL	40	100

Source : Enquête personnelle, Janvier 2011

Des gens ont renoncé à chercher un emploi parce qu'ils ont le sentiment qu'aucun n'est disponible. A la place, ils se lancent dans le monde de la profession libérale où chacun gère lui-même son activité. En plus, le choix du métier ne dépend d'aucune autorité. Tout le monde peut choisir une activité qui lui convient. Le petit commerce est le genre de travail attirant les gens puisque plus de la moitié des enquêtés en exercent. A part les commerçants, il y a des gens qui considèrent la mendicité comme leur seul moyen de subsistance. Ils poussent même leurs progénitures à poursuivre cette voie. Le tableau ci-dessus nous révèle que 15% de la population étudiée sont des mendiants malgré le fait qu'aucune n'est victime d'un handicap physique. Certaines personnes refusent de révéler leur activité économique. Sans doute, elles ont honte d'en parler. La quasi-totalité des enquêtés disposent d'une source de revenu couvrant les dépenses quotidiennes. Car ce que rapporte leur activité au cours de la journée assure leurs besoins fondamentaux notamment en manière de nourritures. Par contre, le reste soit 2,5% des enquêtés travaillent en tant que femme de ménage et reçoit un salaire mensuel. Il faut noter que ce dernier exerce son activité seulement le jour et regagne le centre le soir.

## 2- Activités souhaitées

Beaucoup d'hommes et de femmes exclus du marché de travail, depuis le début de la crise politique actuelle, se sont lancés dans le monde du secteur informel, notamment la vente des petites marchandises, pour assurer leurs subsistances vitales. Au cours de ces deux dernières années, le taux de commerçants atteint un nombre considérable. Par conséquent, des trottoirs, des rues du centre-ville et les alentours des marchés sont emplis de vendeurs. Même s'il y a implantation de nouveau marché un peu partout dans la capitale, nombreuses personnes n'obtiennent pas de place pour la vente, faute de capacité d'accueil très limitée, d'autant plus que les recours à cette activité augmente de manière significative.

Néanmoins, sachant qu'il est très difficile de trouver un emploi de nos jours à cause de la baisse d'offre par rapport à la demande, la majorité des gens veulent s'intégrer dans le cadre d'un emploi fixe. Car la satisfaction des besoins de l'homme exige en chacun un revenu stable. De ce cas, les gens souhaitent généralement exercer une activité dont le salaire mensuel est garanti. Ils ont recours à ce genre de travail pour mieux gérer leur budget. De surcroît, un journal hebdomadaire se consacrant uniquement sur le marché de travail nous révèle que nombre de gens, homme et femme, à la recherche d'emploi désirent trouver un emploi fixe et veulent travailler comme gens de maisons qui incluent le jardinage, le travail domestique. Si en général, les gens souhaitent un emploi fixe, qu'en est-il pour les sans-abris et les exclus ?

**Tableau n° 06** : Répartition des enquêtés selon les activités qu'ils souhaitent accomplir

ACTIVITE	EQNETE	POURCENTAGE %
Commerce	08	20
Gens de maisons	10	25
Lessive	04	10
Usine	01	02,5
Suivant sa spécialité	04	12,5
Encore indéfinie	12	30
TOTAL	40	100

Source : Enquête personnelle, Janvier 2011

Suite à la fermeture de l'usine franche implantée dans notre pays il y a plusieurs mois déjà, la chance que les familles démunies souhaitent travailler dans ce domaine est quasiment nulle. Une personne seulement parmi les quarante veut poursuivre ce genre d'activité. Si nous nous référons au nombre des gens qui font du commerce avec ceux qui souhaitent entrer dans ce genre d'activité, nous obtenons un résultat paradoxal. En fait, 57,5% de la population étudiée sont déjà des commerçants alors que 20% d'entre-elle désirent vraiment se lancer dans la vente de petites marchandises. Le tableau ci-dessus nous révèle également que presque le tiers des enquêtés n'a pas une activité souhaitée très précise. Cela implique que les activités qu'ils veulent accomplir à la place de celles qu'ils font actuellement demeurent incertaines. Autres remarques, peu nombreux sont les gens en difficulté ayant l'intention de s'intégrer dans le domaine de l'emploi fixe. Ceux qui comptent travailler dans des usines, devenir des gens de maisons et ceux qui sont prêts à exploiter leur spécialité envisagent de suivre cette option. D'après nos calculs, ils sont au nombre de 16 soit 40% de la population étudiée.

## **CHAPITRE IV : Analyse des résultats**

Nous venons de montrer les caractéristiques de la population étudiée pour connaître ses conditions de vie. La connaissance de l'état dans lequel vivent les familles en difficulté nous est indispensable pour aborder le présent chapitre. Elle nous permet d'étudier les problèmes des familles vulnérables. En second lieu, elle nous renseigne sur les facteurs explicatifs de cet état de pauvreté.

### **Section 1 : Problème des familles vulnérables**

La pauvreté n'est pas le résultat d'un événement dû à des circonstances imprévues mais issues d'une réalité non résolue qui affecte la vie de tous les jours. Cette réalité représente les problèmes affrontés par la population victime de cette situation : ceux qui l'ont mis dans cet état et l'empêchent de s'en sortir. Ils peuvent être relevés sur les plans : social, psychologique et économique. Les problèmes économiques sont prédominants.

#### **1- Sur le plan social**

Les bénéficiaires du centre sont principalement les personnes vulnérables. Ils peuvent être des hommes, des femmes ou des familles ayant un niveau de vie très faible. Manifestement, les femmes, plus précisément les mères célibataires, représentent la quasi-totalité des familles à la rue accueillies au niveau du centre. Cela implique que la majorité de la population étudiée sont des mères célibataires. Parmi les 40 personnes prises comme échantillon, 36 représentent ces dernières et les 4 restants sont des hommes. Si auparavant, les femmes sont considérées uniquement comme épouse et mère ne faisant rien d'autre que s'occuper de sa famille, aujourd'hui c'est différent. Elles s'intéressent au développement et à l'autonomie autant que les hommes. Cela n'est pas vraiment dû à la volonté mais la situation socio-économique les oblige énormément. Elles se battent seules pour satisfaire les besoins fondamentales de leurs enfants.

Faute du renchérissement sans cesse du coût de la vie, le pouvoir d'achat de beaucoup de familles baisse alors que la charge démographique continue à s'accroître. Ce taux de croissance est élevé pour les familles appartenant à une catégorie sociale des

personnes vivant dans la vulnérabilité<sup>22</sup>. Cette charge démographique croissante est l'une des causes du problème des sans-abris. En effet, elle met en évidence le déséquilibre entre le revenu et les ressources financières. L'insuffisance des ressources engendre non seulement l'insatisfaction des besoins essentiels mais aussi la dégradation progressive du niveau de vie. Et bien sûr quand le niveau de vie baisse, les problèmes socio-économiques du ménage surgissent. Il arrive même que le noyau familial s'éclate. Il y a donc une rupture familiale qui se manifeste par la séparation du couple et l'abandon du père. La majorité de notre population étudiée sont victimes de cette situation.

## **2- Sur le plan psychologique**

L'isolement, la honte d'être assisté et l'incapacité de reconstruire un projet de vie font partie du mécanisme psychologique qui surgit quand l'être humain est soumis à des conditions de vie inhumaines où chacun perd la faculté d'assumer ses responsabilités élémentaires et de jouir de ses droits fondamentaux. Ils constituent une réalité quotidienne ressentie par les familles vulnérables et le dernier est d'autant plus douloureux quand la personne concernée n'arrive pas à la maîtriser. Sans exception, ils compromettent gravement les chances de reconquérir les droits de réassumer ses responsabilités par soi-même dans un avenir prévisible.

Manifestement, malgré les difficultés traversées et vécues, les familles vulnérables ressentent le besoin de réussir, de retrouver une vie convenable. Elles ont d'ailleurs franchi le premier pas en s'adhérant au niveau du centre. En plus, il y a adaptation aux activités économiques. Pourtant, elles ont tendance à être pessimiste. Le manque de confiance en soi et à celui de l'avenir empêche tout un chacun de faire face à ses problèmes. Un sentiment nouveau s'est alors installé, c'est le vide de l'existence. Quelles que soient les activités, elles sont pour certaines familles vulnérables dépourvues de sens et consistent uniquement à passer le temps, à attendre la fin de la journée, sans avoir eu l'impression de la vivre comme il faut.

---

<sup>22</sup> : Vulnérabilité, c'est un risque de voir son propre développement physique, psychique et socio-économique compromis par l'existence d'une situation susceptible d'interférer négativement sur le développement.

### **3- Sur le plan économique**

La quasi-totalité des familles en situation vulnérable ont tendance à se pencher sur des activités leur procurant un revenu journalier. Un revenu dépendant entièrement de ce qu'elle gagne au cours de la journée. Il n'y a pas moyen de savoir à l'avance combien rapportent leurs activités. Car il se peut qu'elles gagnent assez pour se nourrir tout en mettant de l'argent de côté et dans le cas contraire, elles ne ramènent pas le moindre sou. Les activités effectuées ne garantissent pas un revenu stable. Donc, ces familles ont une vie instable. Vu leur situation, elles ont du mal à relever le niveau de vie.

Le manque de qualification professionnelle révèle le plus grand problème des familles appartenant à des couches défavorisées. Cela les empêche de trouver un emploi salarié voire de gagner leur vie. Elles accèdent très difficilement au marché du travail. Il n'est pas étonnant qu'elles soient dépourvues de ressources puisque leurs occupations se résument au travail à la terre avant le transfert à Antananarivo. Ainsi, étant conscientes que la situation socio-économique requiert un revenu stable et suffisant et que la possibilité de satisfaire à ce besoin est moindre, elles essayent de subsister par de petites activités informelles.

## **Section 2 : Facteur explicatif de cet état de pauvreté**

Beaucoup de facteurs peuvent expliquer cet état de pauvreté. Après enquêtes et observations, nous avons constaté certains facteurs majeurs dans cette société à savoir :

### **1- Facteur économique**

De nos jours, l'argent tient une place primordiale dans la vie des gens, notamment ceux qui vivent dans des conditions de vie inhumaine. Il paraît que c'est le support même du développement. En effet, il permet de vivre convenablement ainsi que de couvrir la dignité humaine. Il assure nos besoins essentiels dont la santé, le vêtement, la nourriture, le logement et l'éducation des enfants.

Par contre, l'insuffisance pécuniaire fait partie d'un des facteurs qui bloquent le développement. Elle empêche les familles vulnérables de surmonter leur niveau de vie. Car

dans le monde actuel tout se vend et tout s'achète, ce qui implique bien sûr que nul n'obtient rien sans fournir de l'argent en contrepartie.

Lorsque nous avons demandé à un individu : comment s'est-il retrouvé dans une telle situation ? Il a répondu sans la moindre hésitation, c'est à cause de l'argent. Faute de travail, il est dépourvu de revenu, donc pas d'argent. Non seulement la difficulté financière constitue le principal facteur de la pauvreté mais aussi et surtout, elle engendre d'autres facteurs.

## **2- Facteur sanitaire**

La santé joue un rôle important sur l'épanouissement de chaque individu. Sans doute, l'argent est indispensable pour une vie convenable mais n'oublions que la santé assure notre condition de survie. D'ailleurs, il ne signifie rien face aux maladies d'après les familles vulnérables.

Etant donné que des gens ne détiennent pas de revenu stable suffisant, ils ne peuvent pas satisfaire leurs besoins essentiels et ceux de leur famille. L'insuffisance pécuniaire les oblige parfois à négliger l'importance de la nourriture de façon inconsciente. En outre, vu leur situation économique, beaucoup de ménages ne peuvent pas s'offrir la satisfaction de ce besoin alors que celle-ci porte atteinte à la santé. En effet, les familles n'ayant pas la possibilité de se nourrir convenablement sont très vulnérables en matière de santé. Elles sont susceptibles d'être touchées ou affectées par des maladies diverses et les enfants sont les premiers victimes.

Plusieurs familles vulnérables sont arrivées dans leur situation actuelle à cause du problème de santé. La plupart ont eu des enfants malades alors qu'elles n'ont pas de budget pour les soigner. Face à ce problème, elles n'arrivent pas à surmonter leur niveau de vie.

### **3- Facteur social**

Avoir un logement, c'est avoir un chez soi, un lieu où on peut se sentir à l'aise et en sécurité. Chaque famille a droit à se loger dans une maison digne de l'être humain, n'empêche que nombreux n'arrivent pas à couvrir leur dignité et se retrouvent dans la rue. A Antananarivo surtout dans les zones urbaines, le coût du loyer est très élevé. Il ne cesse même d'augmenter au fur et à mesure du temps. Le budget des familles ne supporte plus les frais ; ainsi, elles ont été expulsées de leur logement et se retrouvent à la rue.

D'autres ont eu avant une vie normale que rien ne peut mettre en péril. Elles avaient du travail, le moyen de payer le loyer et arrivaient à assurer leur subsistance vitale. Mais du jour au lendemain, tout a basculé suite à des circonstances indépendantes de leur volonté. A cause des cataclysmes naturels, leur maison devient inhabitable et insalubre. Beaucoup de familles se trouvent ainsi sinistrées.

Quelques familles se sont retrouvées dans cette situation à cause de leurs actions irréfléchies. Elles ne mesurent pas les conséquences de leurs actes. Elles débarquent à Antananarivo sans prévoir ce qui leur attend. Ni bagages, ni argent pour couvrir leurs besoins fondamentaux, elles espèrent s'y installer sans savoir où et chez qui se loger. Par conséquent, la rue demeure leur foyer et leur lit jusqu'à ce qu'elles puissent trouver un abri et disposer des moyens nécessaires pour le payer.

## **CHAPIRE V : Politique de l'autonomie**

Être pauvre à long terme signifie être privé de tout pouvoir de décision sur sa vie. L'incapacité de nourrir sa famille tous les jours exprime un signe avant-coureur de la pauvreté. De nos jours, les personnes victimes de cette situation s'accroissent sans cesse. Cela a pour résultat d'encombrer les rues avec des dormeurs à la belle étoile, de multiplier les taudis et de surpeupler les villes. Des projets concrets et adaptés aux besoins de la population cible ont été adoptés par divers organismes privés et organisations non gouvernementales (ONG) œuvrant pour le développement afin d'améliorer des conditions de vie. Le centre « *Akany Fialofana* » (AFAI) a développé sa propre politique d'autonomie afin de permettre à ces bénéficiaires de retrouver le goût et la confiance en l'avenir.

### **Section 1 : Aide à l'emploi**

En général, les nouveaux arrivants se trouvent confrontés aux différents problèmes dont l'emploi fait partie. Ils accèdent difficilement aux activités économiques. Ils sont dépourvus de revenu et de qualifications professionnelles, ce qui les oblige de vivre dans un état proche de la misère. Pour tenter de résoudre ce problème, une stratégie a été mise en œuvre. C'est l'aide à l'emploi. Elle consiste principalement à la réinsertion sociale et professionnelle des nécessiteux. Cette assistance offre la possibilité aux populations volontaires et persévérantes d'avoir une source de revenu en vue de relever le niveau de vie. Nous consacrerons la présente section sur l'insertion aux activités économiques des miséreux et sur le secours financier dont ils bénéficient.

#### **1- Insertion aux activités économiques**

Les familles vulnérables n'ont quasiment pas toutes d'occupation avant et au début de leur adhésion au niveau du centre AFAI. Elles n'ont ni emploi fixe ni source de revenu. Pour aider ces familles à pourvoir leur substance vitale et relever leur dignité humaine, les moyens d'effectuer des activités économiques leur sont offerts. D'un côté il y a la proposition de diverses activités où chacun est libre de choisir ce qui lui convient, et de l'autre, il peut proposer une idée sur le genre de métier qu'il estime favorable pour améliorer sa situation.

Les activités proposées se résument à offrir des occupations permettant aux dépourvus d'acquérir des revenus et d'en disposer. Elles sont notamment constituées par la vente des petites marchandises soit des sachets soit des savons. La procédure de l'intervention est simple : fournir une marchandise aux intéressés qui vont la vendre en un prix de détaillant. En échange, le profit tiré de la vente se transforme en revenu. Afin d'éviter que nombreuses familles perdent encore du temps à chercher un emploi sans retrouver et passe la journée sans rien faire, on leur propose de s'intégrer dans le domaine du petit commerce une offre exceptionnelle favorable à leur condition de vie.

Les familles vulnérables ne sont pas obligées de participer aux activités qui leur sont proposées. L'implication au projet d'insertion économique dépend entièrement de leur volonté. Si les activités proposées ci-dessus ne leur conviennent pas, elles peuvent faire part de leur projet de vente et le centre leur aide à le réaliser. Il appartient aux familles de choisir les marchandises dont elles ont besoin. Mais puisqu'elles n'ont pas les moyens de s'en offrir, les marchandises leur sont fournies. Elles font du commerce. Car quand les marchandises sont écoulées, elles règlent la facture auprès du fournisseur (le responsable du centre) et le bénéfice obtenu leur revient.

## **2- Aide financière**

Le centre AFAI accorde des prêts aux bénéficiaires. Le but est de les aider à améliorer le niveau de vie, à s'épanouir mais aussi à créer sa propre entreprise. L'octroi de crédit est soumis à certaines conditions. Il est indispensable que le bénéficiaire ait un projet. Aucun intérêt n'est retiré du remboursement et le prêt octroyé n'a pas de garantie. Pour bénéficier de cette offre, les personnes intéressées effectuent une demande de crédit. Le prêt est sous l'autorité du responsable du centre et a une durée limitée. En cas de retard du remboursement, il prend des mesures correspondantes.

Les pauvres, y compris les vulnérables, ne savent pas économiser. Ils ont l'habitude d'utiliser tout ce qui leur tombe sous la main parce que leurs besoins de consommation sont pressants. Pour remédier à ce vice, la possibilité de faire de l'épargne leur est offerte. Ils peuvent confier les économies auprès du responsable du centre.

## Section 2 : Réaction des gens face à cette politique

L'accès au centre se fait volontairement ce qui explique que nombreux gens refusent de s'y adhérer. De même, la participation au projet d'aide qu'offre le centre AFAI dépend particulièrement des choix des familles vulnérables et des activités qu'elles exercent. Par conséquent, il y a des gens qui mènent ses propres activités sans bénéficier de cette Aide. Nous esquisserons brièvement la participation des bénéficiaires du centre à la politique de l'autonomie mise en leur disposition. En second lieu nous parlerons de leur motivation concernant l'acceptation et le refus de l'aide.

### 1- Participation au projet

D'après nos connaissances, les bénéficiaires du centre AFAI ont chacun une source de revenu qu'il participe ou non aux aides qui lui sont offertes. Beaucoup d'entre eux profitent de cette offre pour surmonter leur condition de vie. Mais en dépit du fait où personne n'est soumis à une obligation ou toute autre pression pouvant influencer leur choix, certains travaillent pour eux-mêmes sans demander de l'aide bien que leur situation en exige.

**Tableau n° 07** : Répartition des enquêtés selon leur participation au projet d'aide à l'emploi

Participation au projet	Enquêté	Taux participation %
Oui	17	42,5
Non	23	57,5
TOTAL	40	100

Source : Enquête personnelle, janvier 2011

La majorité des personnes enquêtées soit 23 parmi les 40 semblent ne pas être intéressés par ce privilège. Elles tentent d'éradiquer la pauvreté et de sortir de leur situation actuelle à leur guise. Cela résulte d'une lutte sans cesse pour disposer du minimum vital. Cet état d'esprit s'avère favorable si nous nous référons aux débrouillards, n'empêche que tout le monde ne possède pas cette qualité. En réalité, il y a des gens qui travaillent beaucoup plus que les autres, luttent sans relâche jour après jour et s'efforcent de se

satisfaire du peu qu'ils aient en leur possession. En plus, certains dorment le soir sans se nourrir. Et malgré cela, ils ne souhaitent pas prendre part à ce projet d'aide.

Par contre, les 17 enquêtés restant bénéficient de l'aide offerte. La plupart participe aux activités économiques qui leur sont proposées tandis que les autres se suffisent tout simplement de l'aide financière. Parmi eux, nombreux n'ont ni emploi ni ressources financières au début de leur adhésion au niveau du centre. Mais grâce à cette offre, ils disposent à l'heure actuelle une source de revenu. Même s'ils n'ont pas eu d'expérience concernant le commerce, ils se sont lancés dans cette activité et essayent de pourvoir à leurs besoins.

## **2- Motivations des bénéficiaires**

Il est clair que des familles bénéficient de l'offre offerte par le centre car elles y trouvent des intérêts. Mais avant d'aborder leur motivation, essayons de comprendre les raisons pour lesquelles les autres ne s'y intègrent pas malgré toutes les difficultés confrontées pour surmonter le niveau de vie.

### ***a- Motif pour le refus d'aide***

Beaucoup de familles n'ont pas l'intention de recevoir de l'aide à l'emploi. Elles préfèrent se débrouiller seules pour survivre. Il y a parmi eux, des familles ayant déjà participé aux activités proposées mais cela n'a pas abouti aux résultats attendus. La vente ne marchait pas comme elles l'avaient espérée. Car elles ne vendaient presque rien au cours de la journée ce qui implique un revenu très faible. De ce fait, elles laissent tomber la vente et décident d'effectuer d'autre activité.

Plusieurs raisons incitent les gens à choisir une option autre de celle qu'on leur propose. Par peur de ne pas pouvoir rembourser, des familles refusent catégoriquement de recevoir de l'aide financière. Elles craignent de se trouver avec une dette, vu leur situation actuelle. D'un autre côté, elles ne veulent pas prendre le risque de perdre du temps pour la vente. Elles disent qu'il existe d'autres activités qui rapportent beaucoup plus d'argent. Il y a des gens qui ont trouvé un emploi alors ils ne voient pas l'intérêt de profiter de cette offre. De plus, à cause de leur travail, ils n'ont plus assez de temps libre à consacrer pour une autre activité et même s'ils en ont envie, ils ne pourront pas à cause de non disponibilité.

### ***b- Motif pour bénéficiaire de l'aide***

Personne ne s'implique jamais dans une situation ne lui apportant aucun avantage. Il s'assure tout d'abord que la situation lui sera bénéfique avant de s'y engager. Pareillement, les bénéficiaires du centre s'intéressent aux actions qu'on leur propose pour en tirer profit mais aussi à cause de diverses raisons.

Madagascar n'est pas le seul pays ayant des problèmes dans le domaine de l'emploi. Depuis le début de ce troisième millénaire, les gens victimes de ce problème atteignent un nombre considérable. La planète n'a jamais connu autant de personnes privées d'emploi<sup>23</sup>.

En conséquence, il n'est donc pas facile de retrouver du travail. Cette grande difficulté pousse les gens à s'orienter vers cette option qu'est l'insertion économique. Ils préfèrent saisir cette énorme occasion au lieu de perdre encore du temps à en chercher.

Toute personne voulant gérer sa propre existence est obligée de travailler. Le travail est une condition incontournable pour retrouver l'autonomie mais également pour reconstruire une nouvelle vie, car il accorde une indépendance financière. Les bénéficiaires de l'insertion aux activités économiques considèrent cette offre comme une seconde chance : cela leur permet de disposer d'une source de revenu pour subvenir aux besoins existentiels et aussi pour préparer déjà l'avenir.

Par ailleurs, les personnes intéressées bénéficient des fonds octroyés par le centre à l'aide de l'emprunt. Elles ont recours à cette option pour financer leur projet de vente. En général, elles ont pour motif soit pour avoir un fonds de départ soit pour renforcer le fonds à sa disposition.

A force de vouloir surmonter leur condition de vie, les gens prennent conscience de ce qu'il leur faut en matière de source de revenu pour leur indépendance vis-à-vis du centre. Pour cela, ils n'ont que deux options : soit ils travaillent en échange d'un salaire, soit ils effectuent certaines activités comme le commerce. En tout cas, l'essentiel relève du fait qu'ils disposent des ressources financières. Les entretiens effectués ont révélé que les bénéficiaires du centre sont des commerçants pour la majorité. Certains d'entre eux ont fait

---

<sup>23</sup> BIT : en 2003, 180 millions de chômeurs officiels sans compter plus de 700 millions de personnes sous-employées

une demande d'octroi de prêt en vue de réaliser un projet de vente. Ils choisissent cette option pour la simple raison de ne pas avoir le moyen de s'offrir un tel privilège. Et comme nous le savons, toute activité a son commencement, bien évidemment tout début nécessite du fonds. Il n'est pas facile de réaliser un projet de vente pour ceux privés d'une source de revenu. Car avant de pouvoir vendre quoi que ce soit nul n'obtient de marchandise sans avoir de l'argent. Obtenir un fonds de départ pour réaliser une activité est l'une des raisons cruciales qui poussent les gens à profiter de cette aide.

Comme les bénéficiaires sont en majorité des commerçants, certains requièrent de l'aide financière. Ils veulent renforcer leur fonds en vue de varier leur activité. Prenons comme exemple le cas d'une famille qui a vendu des sachets : suite à l'octroi de crédit dont elle bénéficie, elle vend actuellement des fruits. D'autres familles souhaitent également améliorer leur activité. D'ailleurs, elles ont tellement de projet pour l'amélioration de leur vie mais leur situation financière ne leur permet pas d'y aboutir. Ainsi, elles s'intéressent à cette offre et demande un octroi de prêt. Cette aide sera associée principalement avec le peu d'argent en sa possession pour l'extension de son activité et non pas pour satisfaire ses caprices. Selon les bénéficiaires entretenus, ils décident de renforcer leur fonds pour gagner davantage de l'argent. Car d'après eux plus la marchandise est diverse, plus ils gagnent de l'argent et moins ils risquent de tomber en faillite. Ils veulent désespérément garder en marche leur activité. C'est la raison pour laquelle ils bénéficient de l'aide offerte.

### **Section 3 : Effet de la politique de l'autonomie**

Tôt ou tard, toute décision prise antérieurement aura toujours des répercussions sur la vie. Elles peuvent être bonnes ou mauvaises. La présente section relate les résultats de l'aide offerte par le centre. Puisque celle-ci n'apporte rien aux non bénéficiaires, nous évoquerons ses effets sur la vie de ceux qui ont su en tirer profit.

#### **1- Résultat positif**

Nombre de gens disent que leur vie a changé grâce à l'aide dont ils ont bénéficié. Ils reconnaissent de ne pas être riche ni capable de se réfugier ailleurs que le centre, quand même, ils sentent l'influence positive que l'aide contribue sur leur vie. Ils arrivent

progressivement à surmonter leur condition de vie. Prenons comme exemple le cas de cette femme, mère célibataire. Avant elle mendiait pour avoir de quoi nourrir ses trois enfants et aujourd'hui, elle est commerçante. Sa vie s'est améliorée en même temps que ses ressources financières. Elle a passé de la mendicité à la vente. En plus, si auparavant, elle et ses enfants ne mangeaient presque rien au cours d'une journée, dorénavant, elle a la possibilité de se nourrir trois fois par jour. Bien que l'objectif de retrouver l'indépendance n'est pas encore atteint, la politique de l'autonomie manifeste un grand succès. Elle favorise l'amélioration des conditions de vie des gens défavorisés. Pour cette femme et d'autres bénéficiaires non mentionnés, les effets de l'aide à l'emploi à partir de l'insertion au travail s'avèrent satisfaisants.

Elle permet également aux gens de faire de l'épargne. Grâce aux activités qu'elles exercent, ils ont réussi à économiser de l'argent. Certains en gardent pour soi-disant préserver la santé et d'autres pour préparer l'avenir. Les économies varient de Ar 50 milles à Ar 100 milles et plus. De ce fait, des gens ayant pris conscience de l'amélioration de leur vie, ne souhaitent plus avoir recours à l'aide financière. Ils décident alors d'arrêter la demande d'octroi de prêt et essaient de se débrouiller pour retrouver l'autonomie. D'un autre côté, à part le fait d'être satisfait du résultat obtenu et le choix de ne plus recevoir de l'aide, certains bénéficiaires continuent à profiter de leur chance. Ils ont pris cette disposition pour assurer leur vie future. Bien que leur condition de vie actuelle a été surmontée, ils préfèrent continuer de bénéficier de cette aide pour l'améliorer davantage.

Il est clair que l'aide entraîne un grand changement sur la vie de ceux qui savent en profiter. Beaucoup de familles vulnérables, incapables de gérer leur propre vie ont réussi à s'en sortir. Elles trouvent de nouveau l'autonomie après des mois voire des années de souffrances physique et intellectuelle. A force de travailler, de persévérer et de faire des économies, des gens arrivent à subvenir aux besoins de leur famille et disposent même les moyens nécessaires pour louer une maison. Par conséquent, ils ne fréquentent plus le centre d'hébergement. Non seulement l'aide offerte agit efficacement en matière de lutte contre la pauvreté mais elle favorise aussi l'autonomie auprès des familles vulnérables, des gens défavorisés perdant tout espoir de sortir de leur situation. Même si l'indépendance exige du temps et du travail, le temps passé pour la retrouver varie selon la gravité de la situation des concernés. Il arrive que les personnes arrivées récemment à la rue retrouvent plus vite l'autonomie par rapport aux autres. C'est le cas pour cette mère célibataire

abandonnée par son mari. A peine tomber à la rue, elle et ses deux enfants ont été accueillis par le centre. Plusieurs mois après la participation aux activités économiques qui lui sont proposées, elle retrouve l'autonomie. Elle loue actuellement une maison à Anosibe.

## **2- Résultat négatif**

Comme nous le savons, l'aide à l'emploi offerte est censée aider les gens vulnérables à surmonter leur condition de vie et retrouver l'autonomie. Beaucoup de bénéficiaires ont réussi à reconstruire une nouvelle vie mais malheureusement ce n'est pas le cas pour d'autres. Malgré l'aide qu'ils bénéficient, plusieurs familles ne songent pas à quitter le centre sous prétexte de ne pas disposer assez de ressources faute du revenu. Or, elles se sont adaptées à cette vie où chacun peut se passer du paiement de loyer. Depuis l'adhésion au niveau du centre, le problème de logement est automatiquement résolu puisqu'elles habitent gratuitement dans des maisons sans contrepartie. Elles acquièrent l'habitude de ne plus se préoccuper du besoin en matière de logement. Cette habitude les incite à se faciliter la vie et à se tenir loin de l'autonomie. Car même si elles sont capables de louer une maison et de vivre ailleurs, elles préfèrent délibérément alléger leur charge tout en profitant de la chance de vivre dans un logement gratuit malgré que celui-ci soit bien étroit.

Le non remboursement du prêt obtenu constitue un autre résultat. Que le fonds octroyé a aidé ou non les bénéficiaires, certains n'effectuent pas le remboursement. Il arrive que les gens ne puissent pas régler la dette pour la simple raison que la vente ne roule pas comme ils l'ont espéré. Ils sont endettés au lieu de relever leur faible revenu. Le niveau de vie de ces gens était très bas avant l'aide offerte mais en plus de la dette à ses dépens, leur vie risque une grande difficulté à être surmontée. D'un autre côté, il se peut que les bénéficiaires de l'aide financière ne rendent pas la somme d'argent empruntée. Ce n'est pas la possibilité qui leur manque. D'après nos connaissances, beaucoup de familles ont déjà quitté le centre sans rembourser le prêt obtenu.



**PARTIE III: APPROCHE  
PROSPECTIVE**

Quelles leçons tirer de cette analyse des conditions de vie ? Il souligne l'importance de la question de l'emploi. Ces familles se sont retrouvées dans cette situation car elles sont dépourvues de source de revenu. Certes, l'emploi ne règle pas tout. C'est une condition nécessaire, bien que sûrement non suffisante, à la résorption de la pauvreté. En réalité, il revient aux pauvres de trouver les moyens de s'aider eux-mêmes. Car l'autonomie ne dépend pas uniquement du travail mais repose aussi sur la volonté des familles concernées à dépasser leur niveau de vie.

Bien que les familles en situation vulnérable veulent vraiment améliorer leur vie et qu'elles exercent des activités génératrices de revenu (AGR) pour se donner le moyen d'y parvenir, nombreuses sont ceux qui ont du mal à retrouver l'autonomie malgré leurs efforts. La présente partie se consacrera à la proposition de diverses solutions susceptibles de les aider. En second lieu, nous passerons à la prospective en vue d'améliorer la réalité.

## **Chapitre VI : SOLUTIONS PROPOSEES**

Reconstruire une vie n'est pas facile et demande beaucoup de temps, du fait qu'il exige d'affronter toutes les difficultés susceptibles d'interférer au développement. Au cours de notre descente sur terrain, certains problèmes qui risquent de nuire à l'amélioration de vie ont été perçus. Ainsi, pour les résoudre, nous aimerions que les responsables locaux tiennent compte de notre suggestion.

### **Section 1 : Sur le plan social**

Préoccupées par leur survie quotidienne, les familles vulnérables ne prennent pas vraiment le temps de penser à l'avenir surtout à celle de leurs enfants. Tout ce qui leur importe est le présent et la satisfaction de leur besoin en terme de consommation alimentaire. Elles négligent ainsi la nécessité de l'éducation des enfants et leur privent de ce droit. Il arrive aussi qu'elles négligent l'importance de la santé concernant leur condition de vie.

#### **1- Education**

Inciter les parents ayant retiré de l'école leurs enfants à retourner sur leur décision afin de permettre aux enfants de reprendre leurs études. Leur convaincre que la déscolarisation ne règle pas leur situation ni allège leur charge. Scolarisés ou non, les enfants sont toujours sous leur responsabilité. Leur faire comprendre aussi que l'école constitue une garantie pour

l'avenir. Car il s'avère que toute personne ayant fait des études s'en sort mieux dans la vie par rapport aux autres.

Encourager les parents à scolariser leurs enfants pour éviter que ces derniers soient exposés à des responsabilités d'adultes à l'aide de la participation à l'économie familiale. Les enfants doivent aller à l'école au lieu de travailler. C'est aussi pour les tenir déjà à l'écart des violences urbaines telles que les vols à la tire, à l'étage. La raison est que si les enfants vont à l'école, ils passeront moins de temps à errer dans la rue. C'est également pour le respect du droit de l'enfant tout en les permettant de s'amuser avec d'autres enfants de leur âge.

Maintenir sans interruption l'éducation au niveau du centre c'est-à-dire elle doit être en permanence afin d'éviter la discontinuité répétitive de l'apprentissage. A cause d'interruption, les enfants oublient vite ce qu'ils ont appris et par conséquent, il faut recommencer au début. Ainsi, engager, si possible, quelqu'un pour assurer la continuité de l'éducation.

## **2- Santé**

Sensibiliser les gens à respecter l'hygiène de la propreté en effectuant de l'assainissement général des dortoirs le plus souvent possible pour que chacun, surtout les enfants, puisse dormir dans un endroit propre favorable à la santé. Sensibiliser aussi les gens à respecter l'hygiène corporelle pour leur permettre de se protéger contre les maladies. Leur encourager à faire usage de l'eau potable pour assurer la propreté du corps, adulte et enfant, surtout la peau et les cheveux.

Sensibiliser les femmes en matière de planification familiale. C'est dans le but de leur donner la faculté de limiter volontairement les naissances, pour éviter qu'elles prennent recours à l'avortement faute de grossesse non désirée. Pour leur permettre d'espacer les naissances, les sensibiliser également sur l'importance de l'allaitement maternel tout en apprenant à la nouvelle mère la manière d'allaiter.

Les bénéficiaires doivent être régulièrement examinés par un médecin pour préserver leur santé et pour s'assurer qu'ils soient en bonne santé. C'est pour éviter l'habitude des gens de ne pas fréquenter les centres médicaux en cas de maladie et ce avant qu'apparaissent toutes formes de complications ; pour leur permettre d'avoir accès aux soins sanitaires même s'ils n'ont pas de budget propre destiné à régler les problèmes de santé.

## **Section 2 : Sur le plan psychologique**

Certains facteurs psychologiques influent négativement sur le développement ou l'amélioration des conditions de vie. Les gens n'ont plus confiance en l'avenir. Il y en a qui sont convaincus qu'ils n'arriveront jamais à s'en sortir, que leur destin est ainsi fait. Cette conception que les gens ont sur leur vie constitue déjà un obstacle leur empêchant de surmonter leur niveau de vie. Nous consacrerons la présente section sur le changement de mentalité et l'amélioration de la communication avec les responsables.

### **1- Changement de mentalité**

#### **❖ Apprendre aux bénéficiaires à être autonome**

Il faut minimiser les dons qui leur sont offerts même si nous avons la certitude qu'ils en ont vraiment besoin et éviter à tout prix qu'ils s'accrochent aux aides. Car plus on reçoit, plus on demande. Après, ils acquièrent une mauvaise habitude et attendent toujours de l'aide venant de l'organisme. Il faut donc les tenir à l'écart des offrandes régulières pour éviter toute dépendance car cela ne fait qu'accentuer leur pauvreté.

Sinon, il serait préférable d'échanger les dons offerts par des activités. Cela est en vue de leur conscientiser que nul n'obtient rien sans fournir des efforts. Leur faire comprendre à l'aide de cela qu'ils reviennent à eux-mêmes de changer leur destin et que les solutions proposées face à leur problème ne garantissent rien sans leur implication. Il faut convaincre les gens que chacun d'eux est l'acteur de son propre développement.

#### **❖ Améliorer la communication avec les responsables locaux**

Il faut expliquer aux bénéficiaires clairement que s'adresser à eux lorsqu'ils enfreignent n'est pas une reproche mais une correction et qu'ils ne devront pas être si susceptibles ni être toujours sur la défensive ; insister sur l'application des règles et disciplines s'avère indispensable. Leur faire comprendre que tout un chacun est soumis à des règles et en cas de transgression, il est nécessaire de l'infliger à des sanctions y afférentes. En cas d'assainissement du dortoir, il est obligatoire que tout le monde prenne part, mais il faut leur expliquer l'importance de la contribution à des actions et la nécessité de la faire. Puis, il faut l'avertir s'il ou elle recommence et enfin, le ou la laisser entre ses mains l'assainissement pour le conscientiser.

## **2- Evaluation, suivi et accompagnement social**

Faire une évaluation de la situation des gens au moins tous les deux ou trois mois. Le but est de déterminer les problèmes faisant obstacle à leur développement et les empêchant de s'en sortir, de définir avec eux le fond de leur problème. C'est également pour les soutenir moralement à vouloir surmonter leur niveau de vie et les aider à reprendre goût à la vie. Il faut les convaincre que la pauvreté peut être vaincue tout en leur expliquant que beaucoup de gens ont réussi à la combattre et eux aussi pourront y arriver. A chaque séance d'évaluation, il faut leur apprendre à valoriser les petites réussites, percevoir que leur situation demande beaucoup de temps, de patience, d'implication et de les mettre en garde de ne pas viser trop haut.

Faire un suivi conseil : quand les problèmes sont identifiés, il faut passer à la recherche de solutions correspondantes. La procédure est simple, il faut se renseigner sur les solutions envisagées par chacune des familles et discuter avec eux sur les points fort et faible de celle-ci avant de procéder à la réalisation. Au cas où les solutions avancées sont insatisfaisantes, il serait indispensable de leur en proposer d'autres estimées plus efficaces et de faire un suivi régulier pour savoir s'il y a progrès ou non.

Nous encourageons les responsables locaux à l'adoption de cette technique car elle favorise l'implication des gens sur leur propre développement.

## **Section 3 : Sur le plan économique**

Les problèmes économiques sont les principales causes de la pauvreté. Les familles vulnérables se sont retrouvées dans cette situation parce qu'elles sont dépourvues de source de revenu. Elles ne disposent pas les moyens d'assurer leur subsistance vitale. Des mesures ont été prises pour résoudre ce problème. D'ailleurs, l'intervention des responsables locaux par le biais de l'aide à l'emploi a permis à beaucoup de bénéficiaires d'améliorer leur situation voire d'être autonome vis-à-vis du centre.

### **1- Réinsertion économique**

Encourager les gens à envisager des activités autres que la lessive, la mendicité et le dockeur parce que ce genre de métier n'accède pas à l'autonomie. Il faut :

- les convaincre d'exercer un emploi qui est susceptible de rapporter plus d'argent et assure à la fois un revenu journalier stable et suffisant.

- les pousser à effectuer des activités supplémentaires. Avoir deux sources de revenu leur serait bénéfique. Tout en gardant leur propre activité, il faut leur encourager de participer à celle que propose le centre et si jamais une lessiveuse ne trouve pas quelqu'un lui proposant de laver ses linges, ce qui peut arriver, elle pourra exercer l'autre activité.

- les aider à trouver un emploi en informant ou en envoyant leur dossier lorsqu'il y a une offre d'emploi pouvant leur intéresser.

Les inciter à participer aux activités proposées leur permet de disposer d'une source de revenu en attendant d'en trouver une qui leur convient.

Sensibiliser les gens à faire des travaux individuels à l'aide d'une formation professionnelle. Ce projet consiste à la réinsertion socio-économique des bénéficiaires du centre. Il y a par exemple la formation en coupe et couture puisque le centre dispose déjà une machine à coudre. Cette formation se déroule comme suit : un professeur qualifié devra former les personnes intéressées au moins trois fois par semaine durant deux mois pour la formation théorique. Ceci doit se passer tôt le matin pour ne pas bouleverser leurs occupations. Concernant la formation pratique, elle devrait s'effectuer tous les après-midi un peu avant le couché du soleil afin que les bénéficiaires disposent d'assez de temps pour maîtriser la coupe et couture.

## **2- Gestion financière**

Les familles vulnérables ont tendance à ne pas faire des économies. Qu'elles ont un revenu faible ou moyen au cours de la journée, elles ne font pas de l'épargne. La majorité d'entre-elles concentre leur dépense sur la consommation alimentaire. Si elles continuent ainsi, elles ne pourront pas retrouver l'autonomie vis-à-vis du centre. Il faut donc :

- ❖ Les encourager à faire des économies en confiant l'argent aux responsables du centre : les convaincre que chacun peut déposer de l'argent aussi moindre soit-il, l'important est que chaque famille ait des économies. C'est pour assurer leur dépense alimentaire au cas où son activité ne rapporte pas d'argent. C'est également pour assurer l'avenir de ce qui veut louer une maison le jour où elle décide de ne plus fréquenter le centre.

- ❖ Les aider à économiser par le biais de la participation aux activités économiques proposées. Puisque les gens n'arrivent pas à gérer leur dépense, ils consomment tout l'argent qui leur est parvenu. Nous proposons alors que soutirer de l'argent à partir du prix des marchandises fournies leur serait favorable. D'après nos connaissances, une famille écoule au moins 10 sachets par jour. Elle les prend à Ar 130 par unité et les vend à Ar 200. Elle gagne donc plus d'Ar 700 car elle peut en vendre trois fois de plus. Pour leur permettre d'économiser seulement Ar 100 par jour, on leur fournit 10 sachets par Ar 1 400 au lieu de A 1300. D'après nos calculs, toutes les familles qui participent à la vente des sachets disposent chacune Ar 36 000 environ pour 12 mois si l'on adopte cette mesure. Il faut noter que si une famille prend 20 sachets, seuls 10 sachets sont concernés par cette augmentation et les reste au prix normal c'est-à-dire 10 sachets pour Ar 1300.

## **CHAPITRE VII : Prospective en vue d'améliorer la réalité**

Nous venons d'avancer les solutions aux problèmes pouvant faire obstacle au bien-être et au développement de la population étudiée. Maintenant, nous allons entrer dans un domaine plus large en vue d'améliorer la réalité. Pour résorber tous les aspects de la pauvreté, résoudre le fond des problèmes qui peuvent en être engendrés est nécessaire. Nous encourageons alors la participation scolaire des enfants en milieu rurale et en milieu urbain. En deuxième lieu, il y a la responsabilisation de l'entité concernée au processus de développement. Et enfin, il faut appuyer sur la bonne gouvernance et le développement.

### **Section 1 : Encourager la participation scolaire**

Bien que la sensibilisation des parents concernant la scolarisation s'avère utile, nombre d'enfants sont en l'occurrence privés d'éducation. Plusieurs raisons empêchent les gens de la faire. Pour permettre à tous les enfants d'accéder à leur droit en matière d'éducation, nous insistons sur le fait d'encourager la participation scolaire en facilitant les moyens d'accès tout en essayant de faire disparaître la discrimination envers les filles.

#### **1-Favoriser l'éducation de base**

Comme les familles vulnérables sont presque tous des analphabètes, nous sommes convaincues que la lutte contre la pauvreté doit commencer par l'éducation des enfants. D'après le dicton, « *mieux vaut prévenir que guérir* ». Nous encourageons la participation scolaire par le fait de faciliter l'accès à l'éducation de base. Le but est de convaincre les parents de scolariser leurs enfants et de les maintenir à l'école. Pour parvenir à cet objectif, il faut :

- **Donner les moyens d'achever le cycle complet des études primaires.**

Beaucoup de parents ne scolarisent pas leurs enfants. Faute de moyen, ils ne peuvent pas assurer les fournitures scolaires. Par conséquent, les enfants sont obligés d'aider leurs parents à pourvoir aux besoins de la famille, au lieu d'aller à l'école. D'un autre côté, plusieurs enfants issus également des familles en difficulté risquent d'abandonner l'école. A cause de l'insuffisance alimentaire dont ils sont victimes, ils sont toujours fatigués et se déconcentrent plus facilement. Si ce manque persiste, l'enfant aura du mal à poursuivre ses études et ne pourra pas terminer même les études primaires. Ce sont les problèmes qui

empêchent des enfants, filles et garçons, d'achever le cycle complet des études primaires. Pour favoriser donc l'éducation, l'existence des cantines scolaires et la distribution des fournitures scolaires seraient indispensables.

- **Elargir la capacité d'accueil dans les établissements publics.**

Une des raisons qui font obstacle à l'accès des enfants à l'éducation est la capacité d'accueil très limitée de nouveaux élèves. La majorité des EPP date de plusieurs dizaines d'années car ils ont été construits depuis très longtemps. De ce fait, le nombre de salles de classe ne peuvent plus couvrir les effectifs des enfants susceptibles d'être scolarisés. Pour permettre à tous les enfants de participer à l'éducation, nous suggérons aux entités responsables d'étendre les salles de classe dans toutes les écoles publiques.

## **2- Faire disparaître la discrimination envers les filles**

C'est pour assurer que tous les enfants sans exception aillent à l'école. La majorité des enfants non-scolarisés sont des filles qui proviennent surtout des zones rurales. Elles demeurent depuis longtemps exclues de l'école. Il y a donc des disparités entre les sexes en ce qui concerne la participation scolaire. Les parents, notamment les ruraux, pensent que leur filles n'ont pas besoin d'apprendre ni d'aller à l'école. Pour eux, l'éducation des filles et des femmes est une vraie perte de temps. Il faut plutôt qu'elles participent aux travaux au sein de la famille. Elles contribuent donc à l'accomplissement des tâches ménagères et à la culture tandis que les garçons font des études et sont encouragés à les poursuivre. A cause de cette discrimination, le niveau d'instruction des filles et des femmes est faible. Afin d'éliminer cet isolement, il faut convaincre les parents sur le fait que tous les enfants, filles ou garçons, ont le même droit propre à l'enfance et que l'éducation facilite l'intégration des femmes au processus du développement commençant par la capacité de contrôler les naissances.

### **Section 2 : Responsabiliser les entités concernées**

Les femmes et les chômeurs sont les premières victimes de la pauvreté. Faute de moyens, ils constituent une charge colossale pour le développement. Ils ont besoin d'appui pour la prise en main de leur destin. Nous consacrerons la présente section sur la responsabilisation des entités concernées en intégrant les femmes au processus du

développement d'un côté ; et en prenant des mesures pour la lutte contre le chômage de l'autre.

### **1- Intégrer les femmes au processus de développement**

Les femmes sont davantage victimes de la pauvreté à cause de leur difficulté d'accès aux moyens de production. Alors que de part leur nombre et leur diverse qualité spécifique, elles constituent potentiellement une force productive importante et peuvent contribuer considérablement au processus de développement. Comme dans les autres pays en voie de développement (PED), beaucoup de femmes malgaches s'intéressent aux activités économiques. Malheureusement, elles s'avèrent non instruites donc non qualifiées. Cependant, elles se révèlent prêt à tout en termes de logique de survie. Pour faciliter donc l'intégration des femmes dans le processus du développement, il faut :

- les insérer dans le domaine de l'éducation afin de lutter progressivement contre l'analphabétisme et l'illettrisme ;
- les convaincre de recourir au planning familial en leur expliquant la nécessité et l'efficacité de celui-ci ;
- les sensibiliser sur la nécessité de se consacrer à des activités lucratives dans les intérêts du budget de ménage ou de son intérêt personnel en ce qui concerne l'autonomie

### **2- Lutter contre le chômage**

Le chômage est la situation des personnes en âge de travailler, disponibles, sans emploi, mais à la recherche d'emploi. Actuellement, les personnes privées d'emploi abondent. Le nombre de chômeurs ne correspond pas aux offres d'emploi. Il est considérablement supérieur par rapport à ceux qui sont susceptibles d'être engagés. La chance de trouver un emploi s'annonce minime.

Il est donc nécessaire d'améliorer cette situation. En ce qui nous concerne, l'Etat doit intervenir au niveau économique comme au niveau social pour réduire le taux de chômage. Les dirigeants ne sont pas obligés de créer des nouveaux emplois bien que cela s'avère favorable pour régler le problème de l'emploi. Il suffit d'engager bon nombre de gens pour couvrir les postes de travail libre. Beaucoup de personnes partent en retraite chaque année ce

qui implique que des places se libèrent et parfois restent inoccupés. C'est le cas dans plusieurs établissements publics situés surtout en zones rurales.

Le chômage est aussi un fléau qu'il faut absolument combattre. Des mesures conjoncturelles doivent être envisagées :

- la formation : les diplômés sont de moins en moins une assurance antichômage. La formation en alternance assurée à la fois à l'école et par l'entreprise apparaît à certains comme plus efficace que l'école seule pour faciliter l'insertion professionnelle ;
- la technologie peut être une source de création d'emploi parce qu'elle suscite la naissance des nouvelles activités lucratives. Elle crée un nouveau produit dont la production exigera des investissements en installations industrielles qui engendreront de nouveaux emplois.

### **Section 3 : Bonne gouvernance et développement**

Le concept de bonne gouvernance fait montre par le respect et la prise en compte de tous les aspects symboliques de la population cible et par sa participation dans le projet de développement pour assurer leur véritable intérêt. Il doit aussi se manifester par la satisfaction des besoins que requièrent les pauvres pour leur épanouissement ainsi que pour leur survie. Nous estimons que la participation des populations cibles à tous les niveaux du développement serait favorable pour combattre la misère et la gratuité de l'accès à la santé permettrait d'éliminer progressivement le cercle vicieux de la pauvreté.

#### **1-Combattre la misère**

Une des raisons qui font échouer la lutte contre la pauvreté est que les actions entreprises ne correspondent pas aux besoins de la population cible. Pour réussir efficacement un projet de développement, certaines mesures doivent être prises en considération.

- Identifier les besoins des cibles.

Cette mesure consiste à intégrer activement la population, notamment les plus démunis, à tous les niveaux du projet de développement et cela commence par l'identification des besoins prioritaires. La participation des bénéficiaires doit être sollicitée. Il faut leur laisser définir leur problème fondamental pour la priorisation des besoins.

- Responsabiliser les concernés.

Le fait d'impliquer la population au processus d'élaboration contribue déjà à les engager et à les responsabiliser dans des actions plus durables parce que ce sont des actions voulues et concernées. Cette implication favorise également le changement de mentalité. Elle implique un sentiment d'appartenance à une communauté ou société donnée.

### **2-Gratuité : « Santé »**

La relation entre la santé et le niveau de vie peut entraîner un cercle vicieux. Les familles en grande difficulté n'arriveront jamais à surmonter leur condition de vie tant qu'elles n'ont pas de budget propre pour résoudre ce problème. Ainsi, elles dépensent leur faible revenu sur l'assurance de leur bien-être. Or d'après une expression bien Malgache : « *ny fahasalamana no voalohan-karena* », ce qui veut dire : la santé est la première des richesses humaines. C'est une condition incontournable pour l'acquisition d'autres richesses, tout au long de son existence. Effectivement, sans elle, chacun, notamment les adultes, ne pourra pas faire face à ses engagements en vue d'une existence convenable. On ne peut donc pas lutter contre la pauvreté sans agir en faveur de la santé. Nous estimons alors que rendre gratuit l'accès aux soins médicaux peut améliorer la vie des gens.

Bref, cette dernière partie relate l'avancement des solutions par rapport aux problèmes observés. En tant que futurs travailleurs sociaux, nous avons donc avancé quelques suggestions estimées nécessaires en vue de résoudre les difficultés empêchant les familles vulnérables de recouvrer l'autonomie et en apporté d'autres pour la résorption de la pauvreté.

## CONCLUSION GENERALE

Nombre de familles vulnérables sont des vrais immigrants à la recherche d'une vie beaucoup meilleure. Mais en s'implantant à Antananarivo, elles n'arrivent pas à combler ce désir. Elles se sombrent plutôt dans l'abîme de la pauvreté au point où elles perdent le contrôle de leur vie. Malgré les difficultés confrontées jour après jour, elles s'obstinent à rester dans la capitale. Car elles ont honte de retourner dans leur région d'origine avec les mains vides pour devenir des lourds fardeaux pour la grande famille et pour ceux qui sont restés fidèles à la terre ancestrale. Elles bénéficient en l'occurrence l'intervention aussi bien sociale qu'économique des dirigeants à partir de l'intégration au niveau centre AFAI qui est sous tutelle du ministère de la population et la mise en œuvre de la politique de l'autonomie.

La première phase de ce document révèle que l'autonomisation peut entraîner deux résultats contradictoires. Elle confère l'indépendance proprement dite à ceux qui contribuent activement à leur propre développement c'est-à-dire à ceux qui participent aux actions estimées favorables à leur situation. La participation de chacun est indispensable car il n'est pas facile de retrouver l'autonomie après avoir passé plusieurs mois, voire des années, à la rue. L'autonomisation engendre la dépendance au cas où les gens s'acquièrent la mauvaise habitude de s'accrocher aux appuis qui leurs sont apportés. Il y a dépendance quand les gens tiennent ferme aux aides reçus.

Beaucoup de familles vulnérables ne retrouvent pas l'autonomie malgré l'intervention dont elles bénéficient. Même si la situation dans laquelle elles vivent s'est nettement améliorée, il y a stagnation. En fait, l'acquisition de certains avantages comme de ne plus se soucier d'un paiement de loyer ni de chercher emploi ailleurs les empêche de couvrir l'autonomie. Elles ne songent pas à leur avenir. Tout ce qui leur importe, c'est de vivre au jour le jour.

Ainsi, si nous nous référons aux hypothèses prédéfinies en termes de vérification, nous pouvons les classer comme suit : le fait que les familles vulnérables soient avides de changement tient le premier rang et le travail passe en second. Il est clair que disposer une source de revenu stable et suffisant permet à ces familles d'améliorer leur niveau de vie et de retrouver enfin leur autonomie, seulement si elles ne veulent pas sortir de cette situation bien qu'elles en ont le moyen, elles n'arriveront jamais à abandonner cet état d'être assistées ni à reconstruire leur vie.

Si ces familles ne n'évitent pas cette situation, elles risquent grandement de tomber à nouveau à la rue et de ne plus pouvoir relever leur niveau de vie. Car plus les gens sont exposés à la misère, plus ils perdent confiance en eux et à celle de l'avenir. Dans ce cas, qu'en est-il de l'avenir des enfants issus de ces familles par rapport à leur condition de vie ?

## BIBLIOGRAPHIE

### I- Ouvrages généraux

1. BOUTHOU (G) : « *Traité de sociologie* », Payot, Paris 1989
2. CHAMPAGNE (P) : « *Initiation à la pratique sociologique* », Paris 1989
3. DUMONT (L) : « *Essai sur l'individualisme* » Seuil, 1983
4. LAZARFELD : « *Qu'est-ce que la sociologie* », Gallimard, 1970
5. LECLERQ (J) : « *Introduction à la sociologie* », 4<sup>e</sup> édition, Nauwelaerts, 1969
6. MAUSS (M) : « *Sociologie et Anthropologie* », PUF, Paris 1950

### II-Ouvrages spécifiques

7. ABRAMS (C) : « *Le logement. Problème et perspective* », International, Paris 1970
8. AKAMASOA 1989 – 2006 « *17 années de combat contre l'exclusion* », Fianarantsoa 2006.
9. ARDANT (G) : « *Le problème de sous-emploi dans les pays en voie de développement* », Paris 1970
10. COYLE (D) : « *La voie du développement* », Nouveaux horizons, 1965
11. GUILMOTO (C) et SANDROM (F) : « *Migration et développement* », La documentation française, Paris 2003
12. DUFLO (E) : « *Le développement humain* ». Lutter contre la pauvreté volume 1, Seuil et la république des idées, 2010
13. DUFLO (E) : « *La politique de l'autonomie* ». Lutter contre la pauvreté volume 2, Seuil et la république des idées, Janvier 2010
14. KLANFER (J) : « *Le sous-développement humain* », Ouvrières
15. MANIER (B) : « *Le travail des enfants dans le monde* », La découverte, Paris 2003
16. NIYIBIZI (V) : « *Etude du problème des sans-abris de la ville d'Antananarivo* », Mémoire de maîtrise, Département sociologie, 2002-2003
17. PROLONGEAU (H) : « *Exclus* », Albin Michel, 2008
18. RAKOTOVAO (J) : « *Contribution à l'étude de l'efficacité des projets de développement dans les bas quartiers* », Mémoire de licence, Département sociologie

19. SEINGIER (H) et CHOTEAU (A) : « *Secondes chances* ». Histoires vécues de l'insertion par le travail, Au diable vauvert, 2008
20. VALIN (E) : « *Assistance technique* ». Problème psychologique du développement économique et social, PUF, Paris 1962

### **III-Webographie**

21. Droits de l'homme  
<http://www.un.org/en/documents/udhr/>
22. Exclusion sociale  
<http://fr.wikipedia.org/wiki/exclusionsociale>
23. Migration et développement  
<http://www.ladocumentation.fr>

## TABLES DES MATIERES

### REMERCIEMENTS

### SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>01</b>
<b>PARTIE I:GENERALITES.....</b>	<b>04</b>
<b>CHAPITRE I : CADRE THEORIQUE .....</b>	<b>04</b>
<b>Section 1 : Autonomisation et développement social .....</b>	<b>04</b>
1- De l'assistance au développement .....	05
2- Dépendance et stagnation .....	06
<b>Section 2 : Les différentes approches de la pauvreté .....</b>	<b>06</b>
1- Définitions.....	07
2- Différentes approches de la pauvreté.....	08
<b>CHAPITRE II- ETAT DES LIEUX DES SANS-ABRIS .....</b>	<b>10</b>
<b>Section 1- Aperçu historique des sans-abris .....</b>	<b>10</b>
1-Motifs du départ.....	10
2-La migration et ses conséquences .....	11
3-Evolution .....	12
<b>Section 2 : Présentation du terrain d'étude .....</b>	<b>12</b>
1- Personnes cibles du centre et leur adhésion.....	13
2- Les activités du centre.....	13
3- Les partenaires du centre.....	13
<b>PARTIE II : ANALYSE ET INTERPRETATION DES RESULTATS D'ENQUETE.</b>	<b>15</b>
<b>CHAPITRE III : POPULATION ETUDIEE .....</b>	<b>15</b>
<b>Section 1 : Origine de la population .....</b>	<b>15</b>
1- Lieu d'origine.....	15
2- Motifs du déplacement.....	16
<b>Section 2 : Constitution de la famille.....</b>	<b>18</b>
1- Situation matrimoniale.....	19
2- Formes d'union .....	20

<b>Section 3 : Activités économiques .....</b>	<b>21</b>
1- Branches d'activités .....	21
2- Activités souhaitées .....	23
<b>CHAPITRE IV : ANALYSE DES RESULTATS .....</b>	<b>25</b>
<b>Section 1 : Problèmes des familles vulnérables .....</b>	<b>25</b>
1- Sur le plan social .....	25
2- Sur le plan psychologique .....	26
3- Sur le plan économique.....	27
<b>Section 2 : Facteurs explicatif de cet état de pauvreté .....</b>	<b>27</b>
1- Facteur économique .....	27
2- Facteur sanitaire .....	28
3- Facteur social .....	29
<b>CHAPITRE V: POLITIQUE DE L'AUTONOMIE .....</b>	<b>30</b>
<b>Section 1- Aide à l'emploi .....</b>	<b>30</b>
1- Insertion aux activités économiques .....	30
2- Aide financière.....	31
<b>Section 2 : Réaction des gens face à cette politique.....</b>	<b>32</b>
1- Participation au projet .....	32
2- Motivation des bénéficiaires .....	33
<b>Section 3 : Effet de la politique de l'autonomie .....</b>	<b>35</b>
1- Résultat positif .....	35
2- Résultat négatif .....	37
<b>PARTIE III : APPROCHE PROSPECTIVE .....</b>	<b>38</b>
<b>CHAPITRE VI : SOLUTIONS PROPOSEES .....</b>	<b>38</b>
<b>Section 1 : Sur le plan social .....</b>	<b>38</b>
1- Education .....	38
2- Santé .....	39
<b>Section 2 : sur le plan psychologique.....</b>	<b>39</b>
1- Changement de mentalité.....	40
2- Evaluation, suivi et accompagnement social .....	40
<b>Section 3 : Sur le plan économique .....</b>	<b>41</b>

1- Réinsertion économique .....	41
2- Gestion financière .....	42
<b>CHAPITRE VII- PROSPECTIVE EN VUE D'AMELIORER LA REALITE .....</b>	<b>44</b>
<b>Section 1- Encourager la participation scolaire .....</b>	<b>44</b>
1- Favoriser l'éducation de base.....	44
2- Faire disparaître la discrimination envers les filles.....	45
<b>Section 2 : Responsabiliser les entités concernées .....</b>	<b>45</b>
1- Intégrer les femmes au processus du développement .....	46
2- Lutter contre le chômage.....	46
<b>Section 3- Bonne gouvernance et développement.....</b>	<b>47</b>
1- Combattre la misère .....	47
2- Gratuité : santé .....	48
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>49</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>51</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>53</b>
<b>LISTE DIVERSES</b>	
<b>ANNEXES</b>	
<b>CURRICULUM VITAE</b>	
<b>RESUME</b>	



**LISTE DIVERSES**

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 01 : Répartition des familles selon leur origine.....	16
Tableau n° 02 : Répartition des enquêtés leur motif de déplacement.....	17
Tableau n° 03 : Répartition des enquêtés selon leur situation matrimoniale.....	19
Tableau n° 04 : Répartition des enquêtés selon leur forme d'union.....	20
Tableau n° 05 : Répartition des enquêtés selon leur branche d'activité .....	22
Tableau n° 06 : Répartition des enquêtés selon les activités qu'ils souhaitent accomplir .....	23
Tableau n° 07 : Répartition des enquêtés selon leur participation au projet d'aide à l'emploi....	32

**LISTE DES ABREVIATIONS**

**AFAI** : Akany Fialofana Ambalavao Isotry

**AGR** : Activité Génératrice de Revenu

**ASA** : Ankohonana Sahirana Arenina

**CUA** : Commune Urbaine d'Antananarivo

**DRSP** : Direction de Réinsertion Sociale et Professionnelle

**DUDH** : Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

**EPP** : Ecole Primaire Publique

**FKT** : Fokontany

**FPTSD** : Formation Professionnalisante en Travail Social et Développement

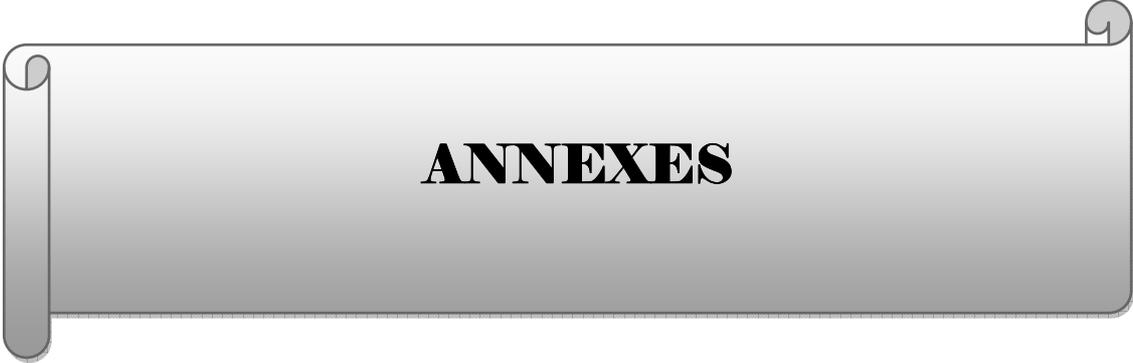
**ONG** : Organisation Non Gouvernementale

**PED** : Pays En voie de Développement

**PF** : Planning Familial

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement

**PUF** : Presses Universitaires de France



**ANNEXES**

## 1- QUESTIONNAIRE

### a- Pour les bénéficiaires du centre AFAI

- Est-ce que vous fréquentez le centre AFAI depuis longtemps ? Pour quelles raisons ?
- Où est-ce que vous habitez auparavant ?
- Comment saviez-vous l'existence du centre ?
- Combien de temps comptez-vous y rester ?
- Quel est actuellement le plus grand problème dans votre vie ?
- Quelles solutions envisagez-vous pour résoudre ce problème ?
- Qu'est-ce qui vous empêche d'y parvenir ?
- Espérez-vous sortir de cette situation un jour ?
- Que faire pour en sortir ?
- Est-ce que vous participez aux activités économiques proposées par le centre ?  
Pourquoi ?
- Quel genre d'activité souhaiteriez-vous exercer ?
- Accordez-vous un peu de temps pour trouver un emploi ?
- Comment voyez-vous votre avenir ?
- Songez-vous à rentrer définitivement dans votre région d'origine ?
- Y-a-t-il des avantages à être dans votre situation ?
- Est-ce que vous faites de l'épargne ?
- Que suggérez-vous pour améliorer les activités effectuées au niveau du centre ?

**b. Pour les responsables du centre**

- Quels sont les motifs de la création de ce centre ?
- Quelles sont les conditions d'adhésion ?
- Combien de temps dure l'hébergement ?
- Quelles sont les disciplines soumises aux bénéficiaires ?
- Sont-ils nombreux les bénéficiaires ?
- Quelles sont leurs occupations ?
- Les bénéficiaires sont-ils motivés à la participation aux activités qui leur sont proposées ?
- Quelles sont les causes qui bloquent le développement de ces gens ?
- Si une famille demande à rentrer dans sa région d'origine, quelle mesure prenez-vous ?
- Quel genre de problème confrontez-vous durant l'accomplissement de votre métier ?
- Selon vous, les bénéficiaires sont-ils motivés sur l'amélioration de leur condition de vie ?
- Est-ce que les objectifs visés par le centre sont-ils atteints ?

**2-GUIDE D'ENTRETIEN NOTAMMENT POUR LES BENEFICIAIRES****Date de l'enquête :****Nom de l'enquêté :****Age :****Sexe :****Situation matrimoniale :** Marié(e)                      Séparé(e)

Divorcé(e)

Célibataire

Veuf (ve)

**Nombre d'enfants à charges :** Scolarisés

Non scolarisés

**Genre de problème :****Lieu d'origine :****Raison d'exode :****Niveau d'instruction :**

- Sait lire
- Sait écrire.
- Sait compter.

**Niveau d'étude :**

- CEPE
- BEPC
- BAC

**Source de revenu :****Revenu journalier :****Dépense journalière :**

**CURRICULUM VITAE****Nom** : RAZANADRANIVO**Prénom** : Yvette Charline**Date de naissance** : 08 Juillet 1987**Adresse** : Pavillon 11 Cité des 67Ha Sud**N° Téléphone** : 034 10 248 33**Titre du mémoire** : Autonomisation des familles en situation vulnérable  
dans le cadre du développement social**Nombre de pages**: 55**Nombre de tableaux** : 07**Rubrique épistémologique** : Sociologie de la famille, Sociologie de l'éducation, et.  
Sociologie de développement**RESUME**

La persistance de la pauvreté malgré l'intervention des dirigeants nous amène à se poser la question suivante : dans quelles conditions les familles en situation vulnérable retrouvent-elles l'autonomie et arrivent-elles enfin à s'éloigner de cet état d'éternel assisté ? D'après nos constats, c'est dans le cas où elles désirent vraiment changer de vie tout en faisant ce qu'elles peuvent pour y parvenir. C'est également à condition qu'elles disposent d'une source de revenu leur permettant d'assurer leurs besoins fondamentaux bien que cela ne suffit pas à la résorption de la pauvreté. En réalité, il faut que ces familles arrivent à se passer de l'aide, de cet état d'assistance qui leur permet d'alléger leur charge en leur apprenant à être autonome, voire indépendant.

**Mots clés** : Autonomie, développement, revenu, famille vulnérable, pauvreté, dépendance**Directeur de recherche** : Docteur ANDRIAMAMPANDRY Todisoa